

Sociograph n°24

Sociological research studies

Les familles de milieu populaire dans une commune genevoise

Intégration sociale et soutien à la parentalité

Eric Widmer, Sabrina Roduit et Marie-Eve Zufferey



FACULTÉ DES SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ
INSTITUT DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

**LES FAMILLES DE MILIEU
POPULAIRE DANS UNE
COMMUNE GENEVOISE.
INTÉGRATION SOCIALE ET
SOUTIEN À LA PARENTALITÉ**

**Eric Widmer, Sabrina Roduit et
Marie-Eve Zufferey**

Sociograph n°24

Photo de couverture : © Ville de Vernier / Serge Honthaas

Widmer, Eric, Roduit, Sabrina et Zufferey, Marie-Eve (2016). *Les familles de milieu populaire dans une commune genevoise. Intégration sociale et soutien à la parentalité*. Genève: Université de Genève (Sociograph - Sociological Research Studies, 24)

ISBN: 978-2-940386-33-8

Publication sur Internet: www.unige.ch/sciences-societe/socio/sociograph

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION | 7 |
| MÉTHODOLOGIE | 13 |
| ECHANTILLONNAGE | 13 |
| ENTRETIENS | 14 |
| PARCOURS DE VIE | 17 |
| DES PARCOURS DE VIE BOUSCULÉS | 17 |
| DES PROBLÈMES DE SANTÉ METTANT EN DANGER LA FORMATION ET L'EMPLOI | 20 |
| DES PROJETS FAMILIAUX STANDARDS | 21 |
| DES BESOINS BASIQUES | 25 |
| DES EMPLOIS PRÉCAIRES | 25 |
| DES FORMATIONS INCOMPLÈTES OU NON RECONNUES | 26 |
| UN RECOURS AMBIVALENT AU CHÔMAGE ET À L'HOSPICE GÉNÉRAL | 29 |
| SE FORMER POUR AUGMENTER SES CHANCES DE TROUVER UN TRAVAIL | 31 |
| DES LOGEMENTS TROP PETITS | 32 |
| UNE MOBILITÉ SPATIALE TRÈS LIMITÉE | 34 |
| DES PRÉOCCUPATIONS CONCRÈTES CONCERNANT L'ENFANT | 37 |
| LA SANTÉ ET L'INTÉGRITÉ PHYSIQUES DE L'ENFANT | 37 |
| UN MANQUE D'ACTIVITÉS POUR LES PLUS JEUNES | 39 |
| LA VALORISATION DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET À L'EXTÉRIEUR | 40 |
| LA CONFORMITÉ SCOLAIRE DE L'ENFANT COMME PROJET PHARE | 41 |

| | |
|---|----|
| UN CAPITAL SOCIAL FAIBLE | 45 |
| UN RAPPORT INCERTAIN AUX SERVICES COMMUNAUX | 51 |
| UNE UTILISATION LIMITÉE DES SERVICES | 51 |
| PARC, FÊTES ET MAISON DE QUARTIER : UN CHOIX CONTRAINT PAR LES BESOINS MATÉRIELS | 52 |
| LE JOURNAL COMMUNAL COMME SOURCE CENTRALE D'INFORMATION | 54 |
| UNE BONNE OPINION DES OFFRES COMMUNALES | 56 |
| DE LA TIMIDITÉ SOCIALE À LA NON-PARTICIPATION | 57 |
| L'IMPORTANCE DE L'ARGUMENT FINANCIER | 63 |
| CONCLUSION | 65 |
| BIBLIOGRAPHIE | 71 |
| ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN | 73 |
| ANNEXE 2 : TABLEAU DES SERVICES DE LA COMMUNE | 79 |

La présente étude est le résultat d'un mandat donné par la commune de Vernier à l'Observatoire des familles de l'Université de Genève. Le professeur Jean Kellerhals a assuré une consultance scientifique sur le projet. Nos plus vifs remerciements vont aux familles, qui ont accepté de répondre avec sincérité et patience à nos questions.

INTRODUCTION

Ce rapport décrit les réalités familiales, et les attentes en matière de soutien à la famille, de personnes de milieu populaire ayant des enfants en âge préscolaire, résidant à Vernier, une commune du canton de Genève se caractérisant par un niveau de revenu largement inférieur à la moyenne genevoise. Ces personnes sont pour la plupart des femmes.

Contacté par les services de la petite enfance de la commune pour discuter d'une recherche sur les familles des milieux populaires et leurs besoins, nous avons proposé aux commanditaires de donner la parole aux familles plutôt qu'aux professionnels ayant à faire à elles (assistants sociaux, infirmières, sages-femmes, etc.). Nous nous préoccupions en effet de laisser les familles exprimer leurs attentes et besoins sans intermédiaires autres que les chercheurs. Le choix d'une démarche qualitative, dont on décrira la méthodologie plus loin, s'est imposée d'emblée, compte tenu du budget mis à disposition par la commune et du caractère exploratoire des questionnements envisagés par les mandants. Il ne s'agissait pas en effet, à leurs yeux, d'évaluer les effets de mesures communales précises en matière de famille, mais de mieux saisir la logique de fonctionnement des familles d'origine modeste et leurs attentes, comme base de réflexion pour la mise en place ou la continuation de politiques visant à répondre de manière efficace à leurs besoins. Il a été souligné à plusieurs reprises par les mandants que les moyens financiers à disposition de la commune pour mettre en place de nouvelles mesures en faveur des familles étaient très limités. Le mandat a eu dès lors pour objectif de saisir quels étaient les besoins les plus urgents des familles de milieu populaire, en même temps que les plus aisément pris en charge par la commune dans la limite de son budget actuel.

Pourquoi les familles de milieu populaire et non pas toutes les familles de la commune de Vernier ? Le mandat avait à cœur d'aider les familles les plus vulnérables du point de vue socio-économique, et c'est bien évidemment dans les milieux populaires que ces familles se recrutent principalement. En accord avec les mandants, nous nous sommes donc très vite centrés sur trois questions : dans quels parcours de vie s'inscrivent les individus et les familles de milieu populaire ? Quels sont les besoins qu'ils définissent eux-mêmes comme prioritaires ? Quelles attentes développent-ils vis-à-vis de la commune et de ses services ? Un protocole d'interview ouvert a été construit, en collaboration avec les mandants, pour répondre à ces questions. Ce protocole entendait laisser s'exprimer le plus librement possible les individus interviewés, avec le risque d'un certain foisonnement dans les réponses obtenues. En d'autres termes, il ne s'agissait pas d'obtenir des réponses quantifiables sur les usages des services communaux par les familles, mais de saisir la logique d'ensemble présidant aux fonctionnements de ces familles et au lien qu'elles développaient avec la commune. Nous avons donc privilégié dans l'analyse des interviews ce qu'il y a de commun, par-delà toutes leurs différences, dans la manière d'appréhender leur situation et leurs besoins, chez ces seize parents d'enfants en bas âge.

En nous inspirant de la littérature scientifique existante sur la question, nous définissons comme « populaires » les familles qui sont placées dans des conditions d'emploi ne leur permettant pas de répondre aux aspirations de consommation et de qualité de vie présentes dans les classes moyennes. Disposant d'un faible niveau de formation scolaire, ou, pour les migrants, de diplômes non reconnus dans leur nouveau contexte de vie, elles occupent des emplois moins bien rémunérés et souvent moins stables que les membres des familles des classes moyennes. Ces emplois sont particulièrement sensibles aux conjonctures collectives négatives (crises économiques). Nous utilisons donc la catégorie « familles populaires » comme une heuristique centrant l'attention de la recherche sur les familles dont le manque de ressources économiques est susceptible de générer une vulnérabilité significative.

Que sait-on des familles populaires, de manière générale, au-delà de la commune de Vernier, au-delà même de Genève ? La thématique de l'incidence du milieu social sur le fonctionnement familial et les attentes qui lui sont associées en matière de parentalité ont reçu une attention accrue en sociologie. Plusieurs constats sont maintenant bien établis, fondés sur des comparaisons avec les logiques dominantes dans les classes moyennes et supérieures (Kellerhals & Widmer, 2012 ; Widmer, Kellerhals & Levy, 2004 ; Schultheis et al., 2009). En premier lieu, les familles de milieu populaires font preuve, en moyenne, de plus de méfiance par rapport à leur environnement de vie ; les individus de milieu populaire considèrent les institutions (école, responsables de santé, autorités légales, employeurs, associations, etc.) davantage que les autres comme potentiellement menaçantes, souvent promptes, à leurs yeux, à les juger et à les déqualifier dans les pratiques qu'ils privilégient (manière d'élever son enfant, loisirs et goûts alimentaires ou vestimentaires, expression orale, etc.), d'où une mise en retrait très fréquente des familles de milieu populaire dans la participation à la vie sociale. La peur de ne pas pouvoir rentrer dans des relations d'échange réciproques, par manque de moyens financiers, empêche par ailleurs les familles populaires d'établir des relations d'entraide fortes et durables avec leur parenté, leurs amis, leurs voisins, contrairement à des représentations, fausses, affirmant que la solidarité sociale est plus forte dans les milieux précaires qu'ailleurs. En second lieu, et complémentirement à cette relative fermeture sur soi, une insistance sur l'identité commune des membres du groupe domestique est très présente : on insiste dans ces familles plus qu'ailleurs sur la présence d'un « nous-famille » très fort, qui met largement au second plan la volonté d'autonomie individuelle, et le droit au développement personnel, si présents dans les familles des classes moyennes. Cette insistance sur le nous-famille et la conformité au groupe s'exprime dans l'éducation donnée aux enfants, centrée sur un contrôle parental très serré plutôt que sur l'induction de motivations enfantines, et sur des projets qui mettent au second plan l'autonomie et le développement idiosyncrasique des enfants, au profit de formations scolaires et professionnelles jugées sûres. En troisième lieu, les

pères et mères de milieu populaire valorisent davantage que les autres des rapports relativement inégalitaires entre hommes et femmes, mais aussi entre parents et enfants. De nombreuses études ont en effet souligné que la distance entre les rôles attribués à la femme et les rôles attribués à l'homme est plus grande ici qu'ailleurs. L'homme trouve sa fonction et son identité, tant sociales que familiales, dans sa contribution financière à la vie de famille, via un emploi stable et correctement rémunéré. La femme trouve sa fonction et son identité, tant sociales que familiales, dans la prise en charge des tâches du ménage et des enfants au quotidien. Il ne s'agit pas de nier que de nombreux pères de milieu populaire passent du temps de qualité avec leur enfant et se préoccupent de leur avenir et bien-être ; de même, on ne conteste pas que de nombreuses mères de milieu populaire sont actives professionnellement et aiment à l'être. On constate simplement que la division du travail domestique et professionnel entre l'homme et la femme est ici beaucoup plus rigidement agencée que dans d'autres milieux et que cet agencement inégalitaire n'est généralement pas vécu comme un problème. De même, la distance entre parents et enfants est plus grande, l'autorité parentale plus affirmée, et la négociation entre parents et enfants plus rare, que dans les autres milieux sociaux.

Comment ces constats d'ensemble s'expriment-ils alors chez les familles de milieu populaire dans la commune de Vernier, et quel impact ont-ils sur leurs attentes ? Pour saisir la logique d'ensemble de ces familles populaires et les attentes qui lui sont associées, nous commencerons par décrire le parcours de vie des individus concernés. Ce parcours est marqué par de très nombreuses ruptures et discontinuités, tant du point de vue de sa dispersion géographique (migrations multiples), que de la volatilité des relations interpersonnelles et de la précarité des insertions professionnelles. On abordera ensuite les contraintes pesant sur la vie quotidienne actuelle des familles. Une grande vulnérabilité marque tant leur accès à l'emploi qu'au logement, voire même à la mobilité quotidienne. On s'interrogera sur les effets de cette vulnérabilité sur la parentalité et les relations à l'enfant, dont le bon développement importe de manière prioritaire aux mandants. On fera le

constat qu'une vision axée sur quelques objectifs développementaux domine dans une majorité d'interviews, par contraste avec les tendances dégagées par d'autres études pour les individus provenant des milieux plus privilégiés de nos sociétés : la réussite scolaire et l'exercice physique semblent être les préoccupations parentales les plus centrales, alors que les références au développement psycho-relationnel de l'enfant ont une place secondaire dans le discours des parents interrogés. Le manque de ressources parentales à investir dans l'éducation explique en grande partie ce constat.

On évoquera alors la possible mobilisation, par les individus, des ressources de leur entourage comme complément ou alternative à ce déficit de ressources de leur ménage. En d'autres termes, le soutien informel, familial, amical, ou du voisinage, sont-ils à même d'alléger la tâche de parents confrontés à une vulnérabilité socio-économique chronique, dans la prise en charge de leurs enfants ? Les réseaux de relations personnelles peuvent-ils compenser, au moins en partie, le déficit de ressources ? On répondra négativement à ces questions, en décrivant les limites très réelles des aides et contacts informels auxquels les individus ont accès.

Finalement, on constatera que les attentes des individus interviewés vis-à-vis de la commune et, plus largement, de l'État, sont à la fois limitées et peu réalistes¹ : prise en charge extensive des enfants par les services communaux, obtention d'un logement adapté, mise à disposition de revenus complémentaires via des emplois subventionnés. Par contraste, les interviewés n'expriment pas le besoin d'une vie sociale plus riche au niveau communal et ne se sentent concernés que de très loin par des questions de lien social. Tous comme les individus des classes moyennes et supérieures actuelles, les membres des milieux populaires entendent être à même, avant tout, de mener leur vie de manière autonome par rapport à leur parenté, leurs amis et leurs voisins, et surtout par rapport à l'aide sociale.



¹ Nous qualifions ces attentes de « peu réalistes » car la commune n'a pas les moyens de les prendre en charge.

Les pages qui suivent reprennent ces thématiques et constats en les détaillant et en les associant à des extraits d'interview permettant de mieux saisir leur portée et leur signification. Que faire alors pour aider ces familles ? La conclusion de ce rapport décrit quelques pistes de réflexion co-construites avec les mandants lors de diverses séances.

MÉTHODOLOGIE

Afin de saisir les besoins des familles de milieu populaire et leurs attentes, une approche qualitative par entretiens approfondis auprès d'un nombre limité de personnes a été privilégiée.

ECHANTILLONNAGE

Nous avons opté pour une méthode d'échantillonnage qui vise à maximiser la diversité de l'échantillon (*maximum variation sampling* ; Patton, 1990). Il s'agit de sélectionner un petit nombre de cas, tout en maximisant la diversité culturelle et résidentielle des familles. C'est une stratégie qui tourne l'hétérogénéité de l'échantillon en force : si des traits communs sont identifiés dans tous les interviews malgré la diversité des profils des interviewés, on peut raisonnablement affirmer que ces traits sont représentatifs de la situation d'ensemble. La validité des résultats obtenus est donc grande, quand bien même le nombre d'interviews effectués est petit.

Les critères utilisés pour maximiser la diversité des familles ont été les suivants :

a) le lien - ou absence de lien - avec les institutions de la petite enfance de la commune : familles ayant un lien avec les crèches *vs* pas de lien ;

b) le lieu d'origine : répondant d'origine européenne *vs* extra-européenne ;

c) le temps de résidence sur la commune de Vernier : moins de cinq ans *vs* plus de cinq ans.

Deux familles pour chaque combinaison des trois critères ont été contactées, pour un total de seize entretiens. Malgré quelques désistements, nous avons pu conserver ce schéma d'échantillonnage. Le recrutement des interviewés a été réalisé par les collaborateurs du service de la petite enfance pour les parents « en lien avec le service » (comprenant les personnes en liste d'attente pour les crèches), et par une sage-femme de l'association Arcade sages-femmes pour les parents « sans lien avec le service ». Les rendez-vous ont été fixés directement par les deux enquêtrices de l'Université de Genève.

Onze femmes et cinq hommes ont été interviewés. Deux entretiens se sont faits en présence du/de la conjoint/e. L'âge des interviewés varie entre 28 et 53 ans, avec un âge médian à 37 ans. Neuf personnes sont mariées et vivent en couple, cinq vivent en familles recomposées (remariage et/ou enfants d'une première union), deux femmes vivent seules avec leur enfant. Les familles ont entre un et cinq enfants, trois enfants étant le plus courant (valeur modale) ; les enfants qui vivent dans le ménage ont entre un mois et 19 ans.

On note une grande diversité dans les pays d'origine des répondants : une minorité d'entre eux sont nés en Suisse ; plusieurs sont nés dans un pays de l'Union Européenne ; certains au Maghreb, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne, en Asie et en Amérique latine. La moitié des interviewés ont la nationalité suisse, trois ont un permis C et trois un permis B.

ENTRETIENS

Les 16 entretiens semi-directifs en face-à-face ont été réalisés, entre début mai et début juillet 2015, auprès de femmes et d'hommes habitant la commune de Vernier et ayant au moins un enfant de moins de quatre ans (avant la scolarité). Une fiche de consentement expliquant le cadre et les objectifs de la recherche, garantissant la confidentialité et l'anonymisation des données, a été signée par les interviewés.

Les entretiens ont duré entre une heure et deux heures trente, ils ont eu lieu principalement au domicile des interviewés, et dans certains cas à leur demande, dans un lieu extérieur. Le guide d'entretien (voir annexe 1) est organisé en cinq parties avec des questions ouvertes sur :

- 1) l'histoire de leur arrivée à Vernier ;
- 2) l'organisation des tâches liées à la parentalité ;
- 3) leur rapport au quartier et au voisinage ;
- 4) leur rapport aux institutions de la commune ;
- 5) leur parcours de vie.

Les entretiens ont été enregistrés puis retranscrits. Une analyse thématique, à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles, ATLAS.ti, a permis de regrouper des thématiques, déterminées sur la base de la lecture de l'ensemble des entretiens et des différentes parties des questions d'entretien. En isolant, puis en croisant les thématiques répertoriées, plusieurs axes d'analyse ont été dégagés. Les extraits d'interviews présentés dans ce rapport ont été anonymisés, de manière à respecter la confidentialité promise aux interviewés.

Il n'a pas été possible d'interviewer des personnes ne pouvant pas converser en français, pour des questions de temps de réalisation de l'étude. Cela a eu pour conséquence d'exclure de fait les familles potentiellement les plus vulnérables et connaissant peut-être moins bien les ressources à leur disposition sur la commune. Nous pouvons faire l'hypothèse que celles-ci se trouvent dans une situation de plus grand isolement. Il faut prendre cet élément en compte lors pour la lecture des résultats qui suivent, qui ne peuvent rendre compte que d'une partie de la réalité des familles populaires dans la commune de Vernier.

PARCOURS DE VIE

S'intéresser au parcours de vie des personnes interviewées est apparu essentiel. Leur histoire familiale, leurs parcours de migration, leurs démêlés professionnels, ainsi que leurs trajectoires de santé sont autant d'éléments qui éclairent leurs besoins et leurs attentes en lien avec la famille.

Le parcours de vie de tous les individus interviewés est marqué par de nombreuses turbulences et épreuves. Leurs récits reflètent des parcours mouvementés, marqués par des ruptures de différentes natures : divorce et remariage des parents, migrations répétées durant l'enfance ou à l'âge adulte, maladies invalidantes, périodes de chômage ou sous-emploi.

DES PARCOURS DE VIE BOUSCULÉS

De nombreux interviewés évoquent avoir perdu de vue l'un ou l'autre de leurs parents, suite à des divorces ou des changements de lieu de vie. Le parcours de migration, ainsi que les situations familiales des parents, ont un impact non négligeable sur la formation scolaire ainsi que la vie familiale actuelle des interviewés.

« Ma maman était grecque et mon papa libanais. J'étais petite quand mes parents ont divorcé en Suisse après la naissance de ma sœur et de moi. Après on s'est retrouvées au Liban avec ma sœur. Mon papa a obtenu la garde et ma mère est restée ici, je ne l'ai plus vue pendant près de 15 ans. Jusqu'à 18 ans, on est venues en Suisse mais on ne l'a pas vue. On est venues quelquefois, on devait avoir une quinzaine d'années. Elle n'a pas su qu'on était venues car

elle n'avait plus de contacts avec mon papa. Avant, apparemment elle s'est un petit peu battue pour avoir des nouvelles de nous mais elle n'en a pas eues. » (*ent.1*)

« Je suis venu à Paris à 14 ans, quand mon père est décédé. Ma mère avait le souci de savoir ce que j'allais devenir car tous les autres étaient grands, j'étais le dernier de la famille. Ma mère m'a pratiquement donné, elle a fait une procuration à mon frère, pour qu'il devienne mon tuteur. » (*ent.3*)

« Oui, je la [belle-mère] considère comme ma maman. Je dis aujourd'hui que j'ai la chance d'avoir trois mamans. Ma maman biologique, ma grand-mère avec laquelle j'ai grandi quand j'étais au Chili et ma belle-mère qui est ici. [...] J'ai vécu chez ma grand-mère, sans mon père parce qu'il était déjà en Suisse. Il est venu me chercher ensuite pour que je puisse faire les études ici. J'avais six ans quand je suis arrivée ici. » (*ent.9*)

Les interviewés ont eu en général une trajectoire de vie complexe. Certains relèvent ces vécus comme difficiles, là où d'autres insistent sur la richesse que cela leur a apporté. Tous estiment que ces expériences rendent compte de leur vie d'aujourd'hui, tant sur le plan de l'emploi, du mariage, que de la vie familiale.

« Ils se sont séparés, enfin divorcés, quand j'avais une année. J'ai grandi avec mes grands-parents côté maman et puis maman jusqu'à ce qu'elle vienne ici. J'avais ma sœur, j'avais tout plein d'amis, on jouait dans la rue jusqu'à huit heures du soir. C'est bien différent d'ici. On avait plein d'activités, on jouait au foot entre nous, on se retrouvait tous les enfants du village et on allait au mini terrain de foot. J'ai eu une enfance très cool. On était beaucoup dehors, il y avait la télé, mais on s'amusait dehors, on n'était pas enfermés entre quatre murs comme aujourd'hui. » (*ent.15*)

« C'était une perte de temps [partir dans un pays du Proche-Orient à la fin de l'adolescence]. Au collège, j'étais la meilleure de la classe, j'aurais bien voulu continuer comme cela. Là-bas, j'ai réussi à avoir des excellents résultats, mais ce qui m'a déçue, c'est qu'une fois que j'ai reçu

mon bac avec des excellentes notes, je voulais m'inscrire en médecine, mais mon père m'a dit : «Non, écoute tu te maries et après tu fais ta médecine avec ton mari.» J'étais déçue, du coup, je me suis mariée mais j'étais dégoûtée. »
(*ent.14*)

Ces trajectoires, notamment pour les femmes, ont influencé négativement leurs possibilités de formation : parfois, les mariages sont encouragés au détriment d'une formation supérieure, ou encore, pour des raisons financières, les filles font moins d'études. Parfois, la barrière de la langue, ainsi que les problèmes de reconnaissance des compétences et des diplômes obtenus à l'étranger, jouent en leur défaveur pour trouver un emploi en Suisse.

« J'ai été à l'école jusqu'au cycle, c'est tout. Après j'ai fait de la broderie avec ma mère pour l'aider. On n'avait pas beaucoup de moyens pour vivre et il fallait aider. Je voulais devenir esthéticienne, mais je n'avais pas les moyens de payer les frais mensuels, alors j'ai tout laissé tomber. C'était une formation payante, ce n'était pas beaucoup, mais on n'avait pas les moyens, alors je suis restée broder avec ma mère. Je faisais cela dans une petite école qui faisait de la broderie traditionnelle, j'ai appris la couture aussi. » (*ent.6*)

« Aux Philippines, je travaillais comme sage-femme mais pas ici. C'est très dur de travailler, je suis allée à l'école pour parler le français, je parle seulement anglais et la langue philippine. Je parle un peu le français car je suis allée à l'école des parents. » (*ent.13*)

« On attend maintenant une réponse parce qu'elle est maîtrisarde en finance, ma femme est maîtrisarde en finance. On a essayé de lui trouver quelque chose en Suisse, mais ça n'a pas marché. » (*ent.8*)

La majorité des répondants ont une expérience migratoire, directement, ou indirectement au travers de leur conjoint. Pour certains, celle-ci est renouvelée à plusieurs reprises, donnant lieu à des déracinements en chaîne ; repartir et se réintégrer n'est pas facile.

« Je n'avais pas ma mère, mes amis, je n'avais pas mes repères, je n'avais pas mes médecins, je n'avais rien. Je devais recommencer de zéro et je n'ai pas réussi. Entretemps, je suis tombée enceinte et comme j'avais toujours mon assurance maladie, je suis partie sur Genève, c'était bien pour le petit. Il [son ami] est venu après en juillet, le petit est né au mois d'août et il est resté jusqu'au mois de mars de l'année d'après, en 2012. Après il est parti, c'était lui qui n'aimait pas être là. Il n'avait pas ses amis, ses parents, pas ses repères. Ce qui n'était pas facile pour moi au Portugal, ne l'était pas ici pour lui. » (*ent.15*)

DES PROBLÈMES DE SANTÉ METTANT EN DANGER LA FORMATION ET L'EMPLOI

Sur le plan de la santé, les parcours des personnes sont marqués par la présence de maladies, passagères ou chroniques, parfois lourdes : épilepsie, fibromyalgie, bipolarité, opérations à répétition, dépression. L'état de santé, pour plusieurs personnes, souvent originaires de Suisse, a restreint les possibilités d'études et d'emploi. A l'instar des ruptures générées par les parcours migratoires, les trajectoires de santé vulnérabilisent, notamment le parcours professionnel.

« À 16 ans, j'ai dû interrompre ma scolarité, j'étais à l'ECG (*Ecole de culture générale*) à l'époque. [...] Après j'ai repris un peu et j'ai fait un diplôme dans une école privée, un diplôme d'employé de bureau. Après de nouveau, j'ai eu des problèmes et j'ai dû interrompre. Ça été une succession de recommencements et d'arrêts de projets. Finalement après, en accord avec mon médecin, j'ai fait une demande à l'AI. » (*ent.7*)

« Tout le monde me disait que c'était normal, parce que j'étais une femme, c'était les règles. Je prenais des médicaments à gogo et ça ne faisait rien. D'après les médecins, je l'ai depuis l'âge de treize ans. J'ai exercé [un emploi]. J'ai arrêté comme j'allais me faire opérer, enfin, les patrons ont décidé qu'il fallait que j'arrête car le mois d'octobre

allait être catastrophique, comme il y avait pas mal de consultations et que j'allais me faire opérer en novembre. »
(*ent.15*)

« Au niveau professionnel, je travaille dans le parascolaire, parce que je n'ai pas pu finir mes formations. J'ai commencé dans le secrétariat, dans la vente, mais à chaque fois j'étais beaucoup trop sensible aux néons, par rapport à l'épilepsie, ça n'allait pas, je faisais beaucoup plus de crises. En plus, c'était une période où je ne prenais pas forcément bien mon traitement comme j'étais plus jeune. Je n'ai donc rien du tout et je me suis tournée vers le parascolaire. »
(*ent.12*)

Concernant la formation, 75% des répondants ont un CFC ou une formation professionnelle du secondaire II, 20% d'entre eux n'ont pas terminé une formation, et seule une personne a une formation tertiaire. Ceci les distingue de la moyenne de la population genevoise, où 50% des 25-44 ans ont une formation tertiaire (université, HES)². Les différentes ruptures qui ont marqué leurs trajectoires, familiales, de migration ou de santé, ont eu une influence négative sur les possibilités de formation des interviewés.

DES PROJETS FAMILIAUX STANDARDS

Malgré des trajectoires parfois complexes, la majorité des interviewés formulent des projets d'avenir qui répondent à un désir de stabilité, principalement axé autour de projets d'agrandissement de la famille, de déménagement dans un logement plus spacieux ou d'achat d'une maison.

« On aimerait bien un deuxième bébé bientôt, pas tout de suite mais bientôt. Puis, comme je disais au début, déménager dans un appartement plus grand puis voilà. Après

●
² Chiffres de l'Office cantonal de la statistique de Genève, 2013. Nous n'avons par contre pas de données spécifiques pour la commune de Vernier.

quand on sera quatre, on sera bien comme ça. Notre projet c'est ça, un appartement plus grand et un deuxième bébé. » (*ent.2*)

« Un enfant non, acheter une maison peut-être, parce que mon mari est dans son domaine depuis peu de temps et il est en train d'évoluer. Grâce à cela on va pouvoir aussi économiser pour acheter une maison, mais c'est encore un projet dans la tête, pas encore en exécution. » (*ent.1*)

« Agrandir la famille et trouver un appartement plus grand, mais c'est difficile maintenant si l'on veut qu'il soit aussi bon marché. Ça fait dix ans que j'habite ici donc je ne le paye pas cher, mais si je déménage, ils l'augmentent de mille francs. Pour trouver un appartement plus grand, pas trop cher, il faut se lever tôt, surtout dans le quartier, car ça me plairait de rester ici. » (*ent.5*)

« J'aimerais bien, par la suite, avoir encore un autre enfant et trouver quelqu'un de bien, comme on dit. » (*ent.9*)

D'autres décrivent des projets professionnels, de formation ou d'emploi, comme cette femme qui a repris des cours avec Uni-distance tout en élevant ses cinq enfants et en assumant un emploi d'assistante maternelle. Plusieurs insistent sur le fait de (re)trouver un équilibre, axé sur des choses peu coûteuses. Comme le résume une interviewée lors de l'entretien, pour certains, un équilibre de vie se crée grâce à la nouvelle famille fondée au travers du couple.

« Je n'ai pas eu des débuts faciles, mais maintenant je suis avec mon mari, mes enfants, je vais bien, ils vont bien, voilà. » (*ent.12*)

« Non, je suis content, j'ai des bébés, une femme, super, que la vie continue. Je ne souhaite que d'avoir un travail pour pouvoir vivre. On vit avec le peu qu'on a, ça me suffit, je ne cherche pas plus. » (*ent.3*)

Ces entretiens montrent les parcours des personnes dont l'enfance a été marquée par une forte instabilité relationnelle et une mobilité géographique importante, qui peuvent être génératrices

d'une capacité non-négligeable d'adaptation et de flexibilité (Schultheis et al., 2009). Les projets de vie qui les animent correspondent néanmoins aux projets standards de jeunes parents relevés dans d'autres études sur les familles en Suisse (Kellerhals et Widmer, 2012). La majorité d'entre eux souhaitent rester dans le quartier où ils habitent actuellement ; ils privilégient la stabilité dans un lieu de résidence de long terme et une intégration durable au canton de Genève.

DES BESOINS BASIQUES

Les préoccupations liées aux conditions de vie prennent une place centrale dans les discours des interviewés, comme un préalable souvent irrésolu, qui empêche de penser à autre chose. La précarité de l'emploi et les difficultés financières quotidiennes prennent sur toute autre préoccupation.

« Q : « Est-ce que vous avez des projets pour vos enfants ?

R : J'imagine déjà une chose pour moi, c'est que je puisse travailler, parce que c'est très dur de travailler à Genève. Quand moi je travaille, ça va bien. Quand tout le monde a un travail, ça roule, ça va bien. Quand on n'a pas de boulot, c'est très, très compliqué. » (*ent.3*)

DES EMPLOIS PRÉCAIRES

Une grande hétérogénéité dans les situations professionnelles caractérise les répondants, surtout les femmes. Seules deux femmes travaillent à plein temps, contre huit hommes ; six femmes travaillent à temps partiel (de 10 à 80%), contre deux hommes. Trois femmes sont mères au foyer ; deux femmes reçoivent des subsides de l'Hospice général (tout comme deux hommes) ; trois personnes sont au chômage (deux hommes et une femme) ; un homme et une femme ont une rente de l'assurance invalidité (AI) ; une femme a pris un congé sans solde d'un an et une femme est partiellement aux études. Cette diversité de situations professionnelles pour les femmes est corroborée par plusieurs études sur les parcours de vie en Suisse (notamment Sapin, Spini & Widmer, 2007), qui ont montré que les parcours professionnels des femmes

sont beaucoup plus variés que ceux des hommes, surtout durant les premières années de vie des enfants. En général, avec près de la moitié des répondants qui ne sont pas insérés sur le marché de l'emploi, nous pouvons constater une fragilité des familles interrogées vis-à-vis du marché de l'emploi.

Par-delà la diversité des professions c'est la précarité des situations d'emploi qui frappe. Un grand nombre des personnes interrogées ne sont actuellement pas insérées sur le marché du travail et deux sont au bénéfice de l'assurance invalidité. Les niveaux de formation sont souvent bas et incomplets ; les emplois sont généralement précaires. Seuls deux interviewés, qui ont des formations supérieures, parlent de « carrière professionnelle ». Pour les autres, le travail est vécu comme nécessaire pour s'inscrire dans la classe moyenne ou dans certains cas simplement pour survivre économiquement. La précarité de l'emploi est perçue comme un facteur très négatif pour la vie familiale. Dans plusieurs interviews apparaissent des difficultés à concilier une vie familiale stable et organisée avec des situations de précarité par rapport à l'emploi, à savoir des emplois à durée déterminée, des périodes de chômage, ou un travail comme « nouveaux indépendants » sans aucune garantie de succès à moyen terme.

DES FORMATIONS INCOMPLÈTES OU NON RECONNUES

À travers les interviews se dessinent un accès limité au monde du travail et une vision genrée du monde professionnel. De manière générale, les femmes ont des niveaux de formation inférieurs aux hommes, voire pas de formation du tout. Si celles qui ont grandi en Suisse ont en général au moins un CFC (Certificat fédéral de capacité), à moins qu'elles n'aient connu des graves problèmes de santé, les femmes migrantes ont souvent terminé seulement l'école obligatoire dans leur pays d'origine et travaillé ensuite dans des petits emplois non qualifiés.

« Q : Est-ce qu'elle travaillait [dans le pays d'origine] [son épouse]

R : Elle faisait des gâteaux orientaux de manière indépendante. Elle faisait cela de bouche-à-oreille avec les amis, la famille et elle s'en sortait bien.

Q : Est-ce que c'est une activité qu'elle envisage aussi ici ?

R : On a essayé, mais ça n'a pas marché. C'est très bon, mais les gens n'ont pas d'argent pour acheter. On a fait cela, on a ouvert un stand le dimanche toute la journée au marché. Les gens goûtaient, ils trouvaient très bon, mais ça n'a pas marché. Moi, je ne peux pas faire un travail pour donner gratuitement. Je n'ai pas réussi. » (*ent.3*)

« R : Ma femme travaille pas.

Q : C'est quelque chose dont vous discutez, votre femme, est-ce qu'elle aurait envie de travailler aussi ?

R : Si elle va travailler, qui sera responsable pour les enfants ? C'est pas possible, de travailler les deux. C'est pas possible pour elle de travailler.

Q : Elle parle pas le français, ou l'anglais ?

R : Non, non. L'arabe seulement. Et de temps en temps elle passe à l'école [X], l'école des langues, mais maintenant c'est fermé, c'est fini. Peut-être l'année prochaine, elle passera à cette école, comment ça s'appelle... Camarada. Et pour apprendre, c'est pas facile. » (*ent.10*)

Pour d'autres femmes migrantes, la non-reconnaissance de leurs diplômes obtenus dans leur pays d'origine, et leur maîtrise approximative du français qui les empêche d'entreprendre de nouvelles formations, les poussent vers des emplois peu qualifiés et mal rémunérés. Comme elles ont la charge du ménage et des enfants, elles s'engagent dans du travail à temps partiel, essentiellement dans des emplois compatibles avec leurs responsabilités familiales. Cela va du métier d'accueillante familiale (représentant la

tâche la plus proche du rôle de la femme au foyer) à celui de concierge, en passant par femme de ménage. Ces professions, peu qualifiées, mal payées et mal reconnues, permettent de contribuer au budget familial mais en restant dans la sphère domestique. De nombreuses femmes interviewées adoptent ce genre d'emploi par manque d'alternatives, mais aussi parce que leur priorité reste les enfants.

« Je n'ai donc rien du tout [pas de CFC] et je me suis tournée vers le parascolaire. Ça fait huit ans que j'y travaille, neuf. Ça va très bien, mais je vais donner ma lettre de démission pour m'occuper de mes enfants... » (*ent.12*)

« Je fais les nettoyages à l'école [X] pendant deux heures le soir. Je rentre à quatre heures, mon mari vient vers quatre heures et demie et quand il arrive, je pars. Je rentre vers les huit heures du soir, je fais deux heures de travail. C'est lui qui prend le relais. Il les prépare pour la douche, le repas et les met au lit. Je travaille tous les jours à quatre heures. C'est le trajet qui est long en fait je travaille deux heures, de cinq heures à sept heures, mais pour l'aller et retour, c'est un peu loin. C'est juste pour aider un peu et pour moi aussi. » (*ent.6*)

Les femmes interviewées, particulièrement celles qui ont peu de formation, considèrent leur activité professionnelle comme un complément aux ressources du ménage, quelle que soit leur contribution effective aux finances, laissant aux maris le rôle principal de gagne-pain et restant ainsi centrées sur la vie domestique (Widmer & Gauthier, 2011). Elles s'inscrivent dans le monde professionnel contraintes par la cherté de la vie et les nombreuses difficultés rencontrées par leurs maris dans l'emploi, en évoquant que très rarement le travail comme occasion d'un développement personnel et d'une réalisation de soi.

UN RECOURS AMBIVALENT AU CHÔMAGE ET À L'HOSPICE GÉNÉRAL

Une proportion significative d'interviewés sont soutenus par les institutions de l'Etat, au travers du chômage ou des aides de l'Hospice général. Parmi les personnes à l'Hospice, deux profils se dégagent. D'une part des mères célibataires avec un enfant encore non scolarisé, et les hommes, chômeurs de longue durée. Les attitudes des interviewés de ces deux profils diffèrent. On peut observer une situation ambivalente pour les mères de famille monoparentale, qui aimeraient retrouver du travail, mais apprécient également de pouvoir être avec leur enfant. Elles envisagent une reprise du travail ou d'une formation lorsque leur enfant sera soit à la crèche toute la journée, soit à l'école.

« Étant déjà restée là un an avec elle, je me dis que d'un côté ce n'est pas plus mal, à quelque part. Ça me permet de faire plein de choses avec elle. Le matin elle est à la garderie avec d'autres enfants, elle fait de la peinture, des choses chouettes et l'après-midi on fait aussi des activités ensemble et ça me permet de passer du temps avec mon enfant. Entre guillemets, c'est un mal [chômage] pour un bien... » (*ent.9*)

« On est très lié l'un à l'autre, même la pédiatre dit qu'il faut des fois couper un peu le cordon, mais j'ai un peu de peine. Il est tous les jours avec moi depuis qu'il est né. L'entrée à la crèche ne sera pas évidente. Je crains que ce soit plus difficile pour moi que pour lui... » (*ent.15*)

Cette attitude qui relativise leur situation, des femmes vivant seules avec leur enfant et vivant de prestations sociales, peut s'expliquer également par la tendance des femmes de classes populaires à quitter sans hésitations, ni regrets, le monde du travail à la naissance de leur enfant.

En contrepartie, les hommes interviewés, ou décrits par leurs femmes, s'identifient au rôle de chef de famille responsable économique de la cellule familiale. Les hommes au chômage vivent cette situation de manière beaucoup plus négative que les femmes:

ils accumulent des refus de leurs offres de travail, dans un contexte où ils sont sous pression pour trouver un emploi. Ils rapportent ces refus à un vécu de situations discriminantes à leur égard, principalement en lien avec leur nationalité d'origine ou confession religieuse, ce qui renforce une expérience de déqualification à la fois professionnelle et relationnelle (Paugam, 1991), remettant en question leur identité personnelle, et renforçant encore leur désinsertion. Cette déqualification est d'autant plus violemment ressentie que ces hommes sont très sensibles au rôle de « breadwinner » et de soutien financier de la famille, que la culture et les institutions font d'ailleurs porter majoritairement aux hommes en Suisse (Kellerhals & Widmer, 2012).

«...Je ne vois que du noir tant que je n'ai pas de travail, je ne vois que du noir. Je ne suis pas le seul avec la vie actuelle. Au lieu de faire travailler les gens qui sont à Genève, on fait travailler des gens qui viennent d'ailleurs, alors voilà, on a du mal à s'en sortir...Après, c'est très difficile de voir quelqu'un aller à l'Hospice pour demander de l'aide, moralement et physiquement, c'est très dur. Dans mon cas, c'était très dur d'aller à l'Hospice général demander de l'aide pour arriver à vivre avec sa famille... » (*ent.3*)

« Je suis aidé par l'Hospice, je suis sous assistance publique, mais je suis forcé d'y être, je suis forcé. Si je vous raconte mon histoire de A jusqu'à Z, elle est trop longue et trop ennuyeuse avec tout ce qu'a dépensé l'État de Genève pour ma formation. [...] Ceci démontre ma volonté d'intégrer un emploi... Je suis cuit, je suis foutu... Il [le directeur du bureau du chômage] me convoque et me dit que j'ai un cv très épais et que je suis hyper qualifié pour une entreprise. J'ai dit "donnez-moi, je nettoie les cuvettes des toilettes, même chez vous, donnez-moi n'importe quoi. Je ne parle pas de salaire, donnez-moi du boulot d'abord !" Il m'a dit qu'il ne pouvait rien pour moi. [...] Moi, j'en ai ras-le-bol, je suis dégoûté, j'ai failli mourir. C'est du poison, je suis un homme, j'ai ma dignité, je suis un humain, j'ai ma dignité. Je ne veux pas que mes enfants grandissent avec ça,... » (*ent.8*)

Certains de ces hommes ont perdu tout espoir de retrouver un emploi ; ils espèrent alors que leurs épouses compenseront ce déficit par des emplois, souvent précaires (ménage, garde d'enfants). Le travail féminin est perçu, dans ces cas, comme une réponse fonctionnelle à l'exclusion du mari du marché du travail.

SE FORMER POUR AUGMENTER SES CHANCES DE TROUVER UN TRAVAIL

Plusieurs femmes rencontrées sont en formation ou sont dans un processus de réflexion par rapport aux formations qu'elles pourraient suivre. Les emplois d'auxiliaire en soins ou en santé sont souvent cités, il semble que les offices de chômage orientent les femmes vers ce type de travail qui, à nouveau, sont spécifiquement féminins dans leur rôle de soutien et de dévouement aux autres (professions du care).

« Q : Quelle formation allez-vous faire ?

R : Dans le social, je ne sais pas encore quoi, si ça va être auxiliaire, car j'attends les prospectus. A partir de là, je verrai qu'elles sont les écoles qui ont encore des places... Je suis en contact avec Mme X. de l'Hospice général, qui me guide... J'attends son retour de vacances pour voir ce que je vais faire. Ce sont des formations qui vont d'une année et demie à trois ans. » (*ent.15*)

« Au moins j'espère que ma femme décroche une place à l'école et qu'elle sera une aide-soignante ou un titre équivalent à cela. Je suis sûr qu'au moins pour elle et pour les enfants, elle aura un avenir meilleur que le mien. » (*ent.8*)

On peut relever chez ces hommes chômeurs de longue durée une volonté manifeste de garder leurs distances de la sphère domestique. Quelle que soit le taux d'activité et la formation des épouses, un partage inversé des tâches domestiques et éducatives n'est pas réellement envisagé.

« Ma femme s'occupe des enfants. J'ai un enfant scolarisé, j'ai une fille qui aura cinq ans le 8 septembre. Elle a raté une année selon la nouvelle loi, et elle va rentrer à l'école à la fin août. J'ai un bébé de 10 mois à la maison. Je pense honnêtement que j'ai fait le ménage assez tôt. J'en ai ras-le-bol de ces choses-là. J'ai fait la lessive avec les mains, j'ai cuisiné, je faisais mes devoirs, je faisais le ménage, j'étais à l'âge de douze ans à l'externat. À douze ans, on dirigeait ma maison. Je devais aller au lycée, faire mes devoirs, cuisiner, faire la vaisselle, faire le ménage. Maintenant, comme j'essaie de trouver mon boulot, je cherche, je fais quelques sauts dans des entreprises pour chercher du boulot. Je cherche sur Internet aussi du travail... »
(*ent.8*)

Pour les hommes et pour les femmes interviewés, le travail apparaît comme un facteur essentiel d'intégration sociale ; ils ne l'évoquent par contre que très peu fréquemment comme un vecteur de réalisation personnelle.

DES LOGEMENTS TROP PETITS

Parallèlement aux difficultés liées à l'emploi, reviennent systématiquement les problèmes créés par le logement. Des logements trop petits, trop chers, qui rendent la vie familiale très stressante, sont mentionnés dans la moitié des interviews. Les nombreux 4 pièces dans lesquels la plupart des familles vivent, quand il ne s'agit pas de 3 pièces, ne sont pas adaptés. Les parents dorment parfois dans le salon, laissant l'unique chambre aux enfants, ou parents et enfants partagent la chambre afin d'avoir un espace pour vivre en journée. On est loin d'avoir une chambre par enfant, standard maintenant courant pour les classes moyennes et supérieures. Dans les conditions de revenu et d'insécurité de l'emploi des répondants, il faut attendre plusieurs années pour obtenir un logement décent et adapté.

« Les enfants n'ont pas de place pour jouer. On a un salon pour tout le monde et une chambre pour tout le monde.

Les enfants n'ont pas leur place. C'est très dur de vivre dans un trois pièces à quatre. » (*ent.3*)

« Les voisins ont parlé et c'est pour ça qu'on nous a donné cet appartement. Le logement n'est pas facile ici. C'est la Régie [X], qui nous a trouvé cet appartement. C'est une coopérative, c'est pour ça que ce n'est pas cher. Maintenant, ils nous ont donné un quatre pièces, car ça fait trois ans qu'on insiste. On a aussi demandé un cinq pièces, mais on n'en trouve pas. » (*ent.6*)

« Pas content [de l'appartement]. C'est trop petit. Les trois enfants là dans la même chambre [...] Par exemple, ma fille, pour changer d'habits, c'est pas possible, elle se change où ? Aux toilettes, à la salle de bains, souvent. » (*ent.10*)

« J'ai un trois pièces avec un enfant. Il a sa chambre à lui tout seul et moi ma chambre est de l'autre côté, au salon.

Q : Vous aimeriez rester dans le quartier ?

R : Oui, il y a un projet de démolition et de construction d'immeubles, qui est en cours de route, mais j'attends que cela se fasse, je n'ai pas envie de quitter le quartier. » (*ent.15*)

L'habitat datant de plusieurs années à Vernier, il faut relever que deux personnes sur les seize interviewées vivent dans des immeubles qui vont être prochainement démolis. Non seulement, ils sont visiblement plus insalubres que les autres logements, mais l'absence d'informations concernant leur relocation entraîne un sentiment d'insécurité chez les personnes concernées.

« Là j'ai eu une voisine qui est venue hier boire un café, justement, elle, elle me dit qu'on est en train de se faire duper, par rapport aux appartements. Elle, elle pense que c'est pas sérieux, parce qu'elle me dit qu'il y a des logements [dans le quartier X], mais qu'ils nous les donnent pas.

Q: Et pourquoi elle pense ça ?

R: Ben parce qu'elle a entendu dire qu'il y avait des logements libres. Pis il y a deux trois trucs comme ça.

Q: Vous pensez que vous irez pas [dans ces autres quartiers] ?

R: Moi, franchement, ça m'est complètement égal. Je serai bien contente même de quitter le quartier, pour changer... » (*ent.11*)

Pour trouver un logement adapté à leurs besoins, plusieurs interviewés se tournent vers les services de la Mairie dans l'espoir de se voir attribuer un logement social.

UNE MOBILITÉ SPATIALE TRÈS LIMITÉE

Une majorité des interviewés se déclarent prêts à se déplacer au-delà de leur quartier, mais ils évoquent aussi le frein à la mobilité qu'est la circulation sur le canton. Cela n'est toutefois pas forcément spécifique à cette population.

« La distance freine. Je perds du temps à mettre toute la famille dans la voiture surtout avec des petits, donc la distance freine... » (*ent.4*)

« Je pourrais me déplacer si j'étais motivée, mais je reste de préférence dans le quartier. » (*ent.5*)

« J'ai la voiture, sinon il faut aller à [X], prendre le bus et ça fait un détour... Je serais prête à me déplacer mais pas trop loin à cause de la circulation. Ça m'embête d'aller dans les bouchons et tout ça. Je ne connais pas encore les chemins pour aller en voiture. Je sais aller au tennis, je peux faire ça, c'est facile. » (*ent.6*)

« Q : Si vous souhaitiez faire une activité avec votre fils, est-ce que vous vous déplaceriez ?

R : Oui, on va au feu d'artifice au bord du lac, au 1er août à Onex, on va au Musée à Malagnou à la route des Tranchées [Musée d'histoire naturelle]. On fait pas mal de choses, c'est vrai qu'il n'y a pas tout à Vernier. » (*ent.15*)

Les individus se déclarent mobiles et prêts à se déplacer. Cependant, lorsqu'on les entend parler de leur quotidien, on se rend compte, à quelques exceptions près, qu'ils choisissent pour leurs enfants principalement des activités sur la commune. Singulière est à cet égard une interviewée, qui habite en face de chez sa mère, qu'elle retrouve tous les jours, qui partage de nombreuses grillades avec les compatriotes portugais de son lotissement, mais qui se définit comme mobile car elle se rend au bord du lac pour voir les feux des Fêtes de Genève. A travers les interviews se dessinent plutôt une carte morcelée de Vernier en plusieurs zones peu connectées par les transports publics.

« Pour moi, il y a l'aspect géographique qui est très important pour que se crée du réseau proche, ça doit rester tout proche des gens si on veut du réseau proche. Si on fait quelque chose au [quartier X], ça ne va pas toucher les gens ici et si on fait quelque chose au [quartier Y], non plus. Si on fait quelque chose dans le parc de la Mairie où il y a des projections, ça va rapprocher un peu les gens. Il faut vraiment que géographiquement ça reste proche donc si quelque chose se fait là-bas, ça doit être itinérant et se faire aussi ici. » (*ent.4*)

Le capital de mobilité des individus, ou motilité (Kaufmann, 2002), lié aux compétences personnelles, aux infrastructures de transport à disposition, et à l'appropriation de ces mêmes infrastructures par les individus, est donc limité. L'absence de solution de garde de l'enfant rend la mobilité d'autant plus problématique. En résumé, bien qu'inscrits au cœur des grands axes de communication genevois, plusieurs interviewés sont très peu mobiles, ce qui rend l'obtention d'un emploi d'autant plus difficile.

DES PRÉOCCUPATIONS CONCRÈTES CONCERNANT L'ENFANT

La relation à l'enfant s'articule principalement autour de trois préoccupations concrètes, s'affirmant de manière très vive : des préoccupations centrées sur l'intégrité physique des enfants, un projet prioritaire tourné vers leur réussite scolaire, et le besoin d'activités à caractère sportif axées sur l'extérieur, avec pour objectif de permettre à l'enfant de se défouler. Les attentes à l'égard de l'enfant sont tournées vers son avenir : le développement psychologique et relationnel de l'enfant est jugé de seconde importance par rapport à son intégration sociale et scolaire. Ce constat contraste singulièrement de ceux fait par des études récentes sur les familles issues des classes moyennes supérieures, où les aspirations concernant les enfants sont tout autres : les parents des classes moyennes souhaitent des enfants entreprenants, autonomes, sensibles, bien intégrés relationnellement et centrés sur le développement de leurs dons et compétences propres, dans une quête de réalisation personnelle typique des milieux privilégiés (Kellerhals & Widmer, 2012). Cela ne signifie pas que des projets de ce type ne soient pas cités par les individus interviewés, mais ils le sont dans une plus faible mesure.

LA SANTÉ ET L'INTÉGRITÉ PHYSIQUES DE L'ENFANT

Maladies, surpoids, problèmes liés à l'allaitement, allergies, mais également peur d'un accident, de l'insécurité sur la route ; ce sont les craintes majoritaires qui s'expriment dans le discours des pa-

rents lorsqu'ils sont questionnés sur leurs préoccupations par rapport à l'enfant. Les discours axés sur des questions de sécurité et de bien-être physique de l'enfant prédominent.

« Au quotidien, ce qui me préoccupe, c'est qu'elle tombe, qu'elle se fasse mal, qu'elle dorme bien, qu'elle mange bien. » (*ent.2*)

« L'aînée était en surpoids, presque dans l'obésité et avec son pédiatre on s'est battus pour trouver tous les moyens de la faire maigrir. » (*ent.1*)

« Non, pas vraiment [de préoccupations]. Des peurs que tous les parents ont, des peurs d'accidents, de chute, de choses comme ça, mais sans plus. » (*ent.7*)

L'autre préoccupation majeure tient à l'autorité sur l'enfant, mettant notamment en question son caractère difficile et l'incapacité des parents à s'affirmer face à lui. De nombreux parents rapportent des soucis relevant de cette dimension. Un caractère timide de l'enfant, ou à l'inverse, un caractère fort, interroge les parents, et la question de l'obéissance se retrouve dans les discours.

« Ce sont des petits trucs comme ça, des petits gestes, il m'obéit moins déjà, il sent que je suis plus faible. » (*ent.7*)

« Ils sont très demandeurs, ils ont toujours été comme ça. Et moi j'ai pas su faire autrement que de leur donner ce qu'ils me demandaient. » (*ent.11*)

Les difficultés liées aux besoins des enfants tiennent également aux conditions matérielles, telles que l'exiguïté des logements, qui rendent les relations parent-enfant difficiles.

« Ce sont des enfants en bas âge, qui ont besoin de bouger, d'avoir leur espace de vie. Pour nous les parents, c'est dur, parce qu'on n'arrive pas à écouter la télé ou les informations, à regarder un film, parce que les enfants sont au milieu. C'est très, très compliqué. » (*ent.3*)

UN MANQUE D'ACTIVITÉS POUR LES PLUS JEUNES

La quasi-totalité des personnes interviewées valorisent les activités régulières communes avec leurs enfants. En général, deux à trois activités sont citées par les parents, ce qui peut sembler peu compte tenu de l'offre à disposition. Les quelques personnes qui n'en mentionnent aucune l'expliquent par l'âge de leurs enfants : « ils sont petits, il n'y a pas d'activités pour les bébés, rien. » En effet, plusieurs parents d'enfants en bas âge regrettent de ne pas pouvoir réaliser plus d'activités avec les petits, soit parce qu'il n'en existe pas, soit parce que celles-ci ne sont pas adaptées à leur âge.

« C'est le seul endroit [la pataugeoire] où je peux aller avec des enfants en bas âge, parce que les jeux ne sont pas du tout appropriés. » (*ent.13*)

« Tout ce qu'il y a ici, au chemin [X], ce n'est qu'à partir de six ans. Les petits de trois, quatre, cinq ans ne peuvent rien faire, ils ne peuvent pas participer, ils ne peuvent pas y aller. » (*ent.15*)

Les attentes exprimées par les parents interviewés montrent leur difficulté à faire des activités avec les jeunes enfants, alors même que celles-ci sont variées pour les plus grands. Nous pouvons relever que cette difficulté s'accompagne d'un besoin de partager des moments entre parents et enfants, mais également de rencontrer d'autres jeunes parents qui traversent la même étape de vie. Ce souhait de sociabilité n'est pas toujours réalisé, car nombreux sont les individus qui ne connaissent pas d'autres parents, et ne savent pas où faire leur connaissance.

« J'avais vu qu'il y avait, je crois que ça s'appelle BG World, au centre commercial de la Praille. C'est pour les enfants, pour qu'ils entraînent la motricité, ce genre de choses. On peut faire des cours de gym avec eux ou d'éveil musical. J'ai cherché un petit peu partout sur Internet et j'ai vu plusieurs sites. Il n'y en avait pas en tout cas près de chez nous et celui-ci a attiré mon attention, parce que c'est assez simple d'aller à la Praille en voiture... » (*ent.2*)

« Je ne sais pas, une idée était de faire un cours pour moi et le bébé, de la gym ou de la natation, quelque chose. Parce qu'elle est très petite, on ne peut pas aller au parc. Peut-être à un ou deux ans, on peut faire ça. Pour moi, c'est très ennuyeux de rester à la maison tous les jours, je voudrais rencontrer des autres femmes qui ont des bébés » (*ent.16*)

Ce lien de sociabilité est recherché par de nombreux parents. Par contre, en creux, certains individus, principalement des mères qui n'ont pas un réseau social très développé, sont isolées.

LA VALORISATION DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET À L'EXTÉRIEUR

Pour les enfants en âge d'être scolarisés, ce sont les activités à caractère sportif qui prédominent. Il existe une grande variabilité dans les sports pratiqués par les enfants : gymnastique, équitation, tennis, foot, vélo, karaté. En premier lieu arrive la natation, qui est l'activité la plus pratiquée par un grand nombre de familles. Son accessibilité y est certainement pour quelque chose, que ce soit en termes de coût, d'âge, mais aussi parce que c'est un loisir qui peut être pratiqué collectivement : par l'enfant avec la mère, (moins fréquemment), le père, ou en famille. Les autres activités les plus courantes sont celles se déroulant en extérieur, dont la figure emblématique est la sortie au parc, dans la mesure du possible avec des amis qui ont des enfants du même âge.

« On va, par exemple, au Bois de la Bâtie, dans des parcs, on va chez des amis qui ont des enfants, qui ont des maisons et les enfants peuvent jouer ensemble dans le jardin. On essaie de voir un peu nos amis qui ont des petits pour que la petite puisse jouer avec eux. » (*ent.2*)

Beaucoup moins fréquemment, certains enfants pratiquent des activités artistiques et culturelles : danse, musique, cours de langue. Alors que les activités en famille sont valorisées dans le discours, une seule famille décrit un nombre élevé d'activités réalisées tous

ensemble (l'interviewée en cite plus de treize, allant du ski au musée en passant par les parcs d'attraction). La femme interviewée l'explique comme la reproduction d'une culture de famille, qu'elle souhaite partager avec ses enfants.

« Avec mes parents, j'ai toujours été comme cela, on s'amusait tout le temps. Les bons souvenirs que j'ai gardés avec mes parents, je voulais qu'ils continuent avec mes enfants. Avec mes parents, je sortais tout le temps, on voyageait. » (*ent.14*)

Les activités des enfants jouent également pour certains un rôle de disciplinarisation (Kellerhals & Widmer, 2012).

« [à sa fille] Mais bon la danse classique, c'est dur, ma chérie ! Faut t'accrocher ! C'est euh... discipline, euh... ça ferait pas de mal (rires). » (*ent.11*)

« Pour moi, c'est mieux de faire la gym après l'école, parce qu'il y a la discipline. » (*ent.12*)

Pour deux femmes, c'est leur situation personnelle (seules avec leur enfant, recevant une aide sociale de l'Hospice général) qui a généré des liens forts avec leur enfant, notamment au travers du fait de ne plus avoir d'emploi.

Les choix des familles interviewées, privilégiant l'extérieur et le sport davantage que les activités culturelles, sont révélateurs d'une logique de défoulement. Les enfants doivent en premier lieu pouvoir « se défouler », « sortir », « ne pas rester enfermés ». Peut-être est-ce aussi par manque de connaissance de l'offre institutionnelle (nous le verrons plus loin), ou suite à des habitudes sociales et familiales ?

LA CONFORMITÉ SCOLAIRE DE L'ENFANT COMME PROJET PHARE

Le principal projet évoqué par les parents est la réussite scolaire de leurs enfants. Quel que soit l'âge des enfants, l'importance de

l'école, des études, de « bien travailler », que l'enfant soit « encadré », est un leitmotiv, qui supprime toutes les autres priorités mises en avant.

« Mon premier projet, le plus important, est l'éducation. »
(*ent.8*)

« Seulement, pour les enfants, travailler dur pour bien passer l'école. Ça c'est important. » (*ent.10*)

« Qu'ils soient cadrés et qu'ils grandissent bien. » (*ent.12*)

On constate, à l'instar des études menées par Delay (2013) et Schultheis, Frauenfelder, Delay & Pigot (2009), qu'une majorité des familles sont très préoccupées par l'avenir scolaire de leurs enfants, pour l'obtention d'une position sociale plus enviable (« c'est important qu'il travaille pour l'avenir, qu'il trouve un travail qui lui plaise »). Ce souci de la réussite scolaire correspond à une norme qui transcende les classes sociales depuis la fin du XIXe siècle (Segalen, 1993). Néanmoins, il faut relever une certaine ambiguïté par rapport à l'école, car les familles ne sont pas toutes outillées de la même manière pour se coordonner avec l'institution. Certains parents se sentent remis en cause dans leur capacité éducative au travers de jugements négatifs sur leurs enfants, qu'ils trouvent stigmatisant pour eux (Delay, 2013). Dans ce sens, cette mère exprime une certaine forme de méfiance suite à des difficultés avec l'enseignante de son fils :

« C'est l'école qui décide. Mais alors quand il y a un problème alors là c'est notre faute. Ce qui est étrange. C'est comme là, quand j'étais chez la directrice, eux ils ont le droit de tout savoir sur nous, notre vie privée, tout, mais nous on connaît rien de la maîtresse. » (*ent.11*)

Certains parents, soulignant le besoin de davantage de dialogue avec les enseignants ; ils expriment ainsi la difficulté du lien avec l'institution et les enseignants. Ce lien peut même être tenu dès le début, comme l'évoque la même personne, qui ne savait pas que les premières années d'école étaient obligatoires :

« R : Et c'est devenu obligatoire, je savais pas ça. La première et la deuxième primaire sont obligatoires. C'est plus comme avant, on pouvait ne pas les mettre.

Q: Vous en avez été informée comment ?

R: Ben je sais pas j'ai été informée à la séance d'information, parce que j'ai la petite qui commence l'école, donc la séance d'information des parents, j'étais pas allée l'année passée, j'ai oublié je pense. Mais cette année je suis allée. Heureusement, parce que l'éducateur m'a dit qu'il avait, sinon j'aurais pas été non plus, j'ai oublié. Parce qu'ils nous ont donné l'info au début d'année pour cette réunion-là. Donc moi j'avais oublié ça. Alors, je suis allée, pis c'est là qu'ils ont dit que c'était obligatoire. » (*ent.11*)

L'oubli de réunions et, plus généralement, une méconnaissance du système scolaire, peut entraîner un décalage de la personne avec l'institution scolaire, simplement par manque d'information. Une autre mère parle de sa maîtrise incomplète du parcours de formation de son fils :

« R : Je ne comprends pas le système éducatif ici. Je ne sais pas quand vous êtes au collège comment vous vous préparez pour être formé. Si vous voulez être infirmier, radiologue, pilote, est-ce qu'on est formé pour ça ? Avec la catégorie A1, A2 et A3. Quand vous êtes au niveau A3, vous choisissez les études. Je ne comprends pas.

Q : Vous n'avez pu trouver de réponses sur comment fonctionne le système en général ?

R : Aux Philippines, quand vous êtes dans la première école, le *High School* est le cycle d'orientation ici. Après le cycle d'orientation, il y a le collège, ce sont des cours pendant deux ans. Pour aller à l'université, il faut prendre des cours professionnels pour médecin, avocat. Ici, je ne sais pas comment on fait. Il y a le collège, puis l'université. C'est très long, je ne sais pas. » (*ent.13*)

Même si une majorité des familles se retrouve bien dans le système scolaire, ces deux exemples plaident pour construire le lien

entre les parents et l'école, peut-être même avant l'entrée à l'école du premier enfant, afin que les parents se sentent à l'aise avec les codes en vigueur et aient une vision d'ensemble du système éducatif dans lequel s'inscrivent leurs enfants.

UN CAPITAL SOCIAL FAIBLE

Les relations personnelles, familiales ou amicales, jouent un rôle important dans la promotion du bien-être des individus et dans la construction du lien social. Ces relations constituent l'un des piliers de l'affiliation des individus à la société, avec le travail et la citoyenneté (Paugam, 2008). Elles représentent également un capital social, une ressource personnelle à même d'être utilisée pour l'obtention d'un logement, d'un emploi, d'un soutien financier ou domestique, d'un soutien émotionnel (Widmer, 2010). Quel diagnostic peut-on établir quant à ces relations concernant les habitants de Vernier, sur la base des interviews effectués ?

Un premier constat, très clair, tient à l'éclatement géographique des familles suite à la migration. Dans une majorité de cas, les parents du couple et les frères et sœurs habitent au loin. Leur intégration dans la vie quotidienne des interviewés est donc très faible, particulièrement du point de vue des services échangés. On ne doit donc pas s'attendre, dans cette population, à un potentiel d'aide important de la part de la famille élargie, absente, et souvent dans le besoin elle-même. Les ruptures associées aux divorces/séparations rendent la solidarité familiale dans bien des cas encore plus incertaine. En cas de coup dur ou de besoins structurels persistants (prise en charge des enfants en bas âge), on ne peut donc pas compter sur l'aide familiale. Et contrairement à d'autres familles, plus aisées, qui peuvent acheter des services, les personnes interviewées n'en ont pas les moyens. Les fonctions émotionnelle et identitaire du lien familial sont par contre fortement revendiquées. Le recours systématique à Internet amène une solution jugée satisfaisante au maintien du lien affectif avec les membres de la famille d'origine, résidant souvent au loin.

« Je n'ai que ma maman car mon père est décédé. J'ai deux demi-sœurs qui sont assez grandes et trois autres, deux au Maroc, un en France et moi, on est quatre. On s'entend bien, on se téléphone, j'appelle souvent, presque tous les jours. Je téléphone surtout à ma mère et de temps en temps à mes frères. S'ils sont avec ma mère je leur parle, car ils sont souvent avec elle. J'ai des demi-sœurs du côté de mon père qui s'était remarié. Du côté de mon mari, il a deux sœurs en Suisse et sa maman, qui vit dans l'immeuble. On se voit tout le temps, tous les jours avec la maman de mon mari. » (ent.6)

« Ça doit bientôt faire dix ans que je n'y suis pas retournée. Ma belle-mère est de République Dominicaine et c'est vrai que l'on va plus facilement là-bas. Ma mère n'est jamais venue en Suisse et ça fait longtemps que je ne l'ai plus revue. On a plutôt des contacts par téléphone et Internet. Je la considère plus comme ma maman biologique et une tante que comme ma maman que j'aimerais avoir tout le temps près de moi, on n'a pas ce lien avec ma mère biologique. Par contre avec ma belle-mère, on a plus ce lien-là. Je vais des fois en République Dominicaine en vacances, dans sa famille. Avec tout le reste de la famille, les tantes, on se voit, on va toujours dans les événements. Dernièrement il y a eu la confirmation de ma sœur, il y avait ma belle-mère, les tantes, ses frères, ses sœurs. C'est comme si nous on était resté en famille et que mon père était parti de là, c'est ma famille et lui est parti. A un moment donné, il a essayé de me dire que ces gens n'étaient rien pour moi que ce n'était pas ma famille et je lui ai répondu que j'avais grandi avec eux, pour moi c'est ma famille. » (ent.9)

« Mes parents sont aux Philippines, j'ai une sœur qui travaille en Arabie Saoudite. Elle est infirmière là-bas à l'hôpital. L'année passée on a fait des vacances ensemble aux Philippines. Mon mari a de la famille ici, il a deux grandes sœurs et un grand frère. Les sœurs habitent à Nyon et le grand frère à Genève [...]. Les autres familles sont aux Philippines, c'est une grande famille. » (ent.13)

L'aide pratique potentielle de la famille élargie est très limitée.

« Mes parents, ils habitent Petit-Saconnex. Non, mais en fait pour le premier, ils m'ont beaucoup aidée, et puis en fait après il y a eu mes frères et sœurs qui ont eu aussi des enfants. Donc ils se sont occupés aussi de leurs enfants, pis là ils sont usés, ils sont juste usés, pour les deux derniers. Ils les ont pas encore pris, là, depuis qu'ils sont nés. Ni dormir, ni promener, rien. » (*ent.11*)

« La seule fois où j'ai des contacts réellement avec ma famille, c'est quand ils me demandent de l'argent. C'est pour ça que What's app, Facebook, c'est bien, je peux leur envoyer des messages, des photos, ça reste plus lointain. Dès que j'ai ma mère au téléphone, elle se plaint qu'elle n'a pas d'argent, elle se plaint de ceci, de cela, c'est pour me faire culpabiliser et lui envoyer de l'argent. Ça ne marche plus, mais ça marche encore avec ma sœur. C'est compliqué. J'ai des limites, je protège ma famille et moi. » (*ent.12*)

« Des fois, ils prennent un petit peu trop l'autorité parentale même quand on est là. Par exemple des petits trucs, comme ma belle-mère qui se prend un petit peu trop importante vis-à-vis des garçons, mais je ne dis rien quand on est en communauté. Ils n'ont pas besoin d'une deuxième maman, elle est la grand-mère. Je le dis à mon mari qui lui après temporise ou ne temporise pas, des fois il est assez sec, mais c'est lui qui fait un petit peu le tampon quand quelque chose va trop loin. Je lui dis toujours "c'est ta mère, ce n'est pas la mienne." Ce n'est pas à moi de lui dire ce genre de choses, elle pourrait mal le prendre, parce que ce n'est que ma belle-mère. » (*ent.12*)

Par-delà la valorisation du lien familial, dans la majorité des cas, les individus soulignent un besoin d'autonomie par rapport à leur famille d'origine. Ils veulent pouvoir se « débrouiller » tout seul, et ne faire appel à leur parenté que de manière ponctuelle. Ne pas tomber dans la dépendance de leurs parents ou frères et sœurs semble être essentiel, peut-être d'autant plus que la parenté n'a pas de ressources, notamment financières, à donner.

« Ma belle-mère. Les autres sont vraiment âgés, je ne peux pas leur demander quoique ce soit. Il n'y a que ma belle-

mère qui m'aide, mais je n'ai pas souvent besoin, parce que je suis à la maison la journée. Quand j'ai besoin, je m'adresse à elle. » (*ent.6*)

« Je n'aurais pas pu demander à ma belle-mère de venir faire le repassage ou le ménage parce que malgré tout, ma belle-mère est très gentille, mais après, elle le fait comme un dû des fois. Pour les garçons, il n'y a aucun souci, ça peut même être à volonté, mais par contre dès que c'est pour autre chose, ça devient un dû. Je n'avais pas envie d'avoir des commentaires "voilà maintenant, tu peux le faire toute seule" ou machin. J'ai envie de décider moi, de prendre mon temps, de faire comme je veux, donc je ne passe pas par elle, elle, elle s'occupe des garçons. Chacun a un peu son rôle et je n'aime pas trop demander aux amis qui ont déjà leur vie, leurs choses à faire, de venir encore chez moi. Ils le feraient certainement, mais ils ont déjà assez à faire. » (*ent.12*)

On fait un constat similaire du point de vue du réseau amical : la plupart des individus comptent seulement un petit nombre d'amis à proximité (effet de la migration), qu'ils voient peu souvent à cause de toutes les obligations (notamment de travail et de parentalité) qui occupent les uns et les autres. La fréquence des contacts en face à face est faible, et les nouvelles technologies jouent un rôle important pour combler les absences. Ces liens fonctionnent sur le principe de la réciprocité et du compagnonnage, qui excluent l'émergence de déséquilibres importants entre les aides données et reçues, particulièrement quand l'argent ou la garde des enfants sont concernés. Contrairement à certaines représentations, les liens d'amitié ne s'inscrivent pas dans des communautés « identitaires » et la mixité culturelle est valorisée par l'ensemble des interviewés.

« Ils se font rares les amis, on n'a pas d'amis, on n'a pas d'amis. On a une voisine algérienne avec laquelle on s'entend super bien. Ici c'est difficile d'avoir des amis. » (*ent.3*)

« On n'a pas beaucoup d'amis, c'est un petit groupe. Oui, c'est un petit groupe d'amis et le reste sont des connaissances. On s'entend bien, de temps en temps on fait des dîners, de temps en temps des trucs avec les enfants [...] Une partie sont des amis d'enfance à moi, et une autre partie qui sont des amis de ma femme. » (*ent.7*)

« Ma meilleure amie, je l'ai tous les matins au téléphone, mais comme elle travaille, qu'elle a sa fille et que moi aussi je travaille j'ai un autre enfant, on n'a pas beaucoup de temps pour se voir. On se voyait quand on allait au sport et ça fait un peu plus de neuf mois que j'ai un peu arrêté. Du coup on se voyait presque plus, mais on se parle tous les matins au téléphone, quand elle va au travail et que je suis réveillée. J'ai une autre amie qui s'est mariée il y a deux semaines, c'est le parrain et la marraine du grand. Pareil, on se voit, mais même si on ne se voit pas pendant un mois, deux mois, ça reste pareil. On se voit quand on peut. » (*ent.12*)

Les relations de voisinage sont considérées comme marginales et ne sont pas recherchées. Elles se limitent à des échanges polis, au respect de la différence culturelle, et à la prise en charge très ponctuelle, de petits besoins ou problèmes. Les interviewés ne désirent pas dans l'ensemble renforcer cette dimension de leur sociabilité.

« Les voisins, quand on les croise on discute, etc. Peut-être que quand on les croiserait, on ferait un petit peu plus attention à leur demander comment ils vont, ce qu'ils font le week-end et si on pouvait faire quelque chose ensemble. Je pense que ce serait assez facile de développer cela avec les voisins de palier parce qu'ils ont des enfants. Avec les autres, je ne sais pas. Peut-être que j'irais au repas de fin d'année, c'est ce que je vois en premier. Leur parler un peu plus longuement quand on les croise. S'il n'y a pas trop d'intérêt à approfondir, je ne pense pas qu'à eux ça leur apporterait quelque chose d'avoir une relation un peu plus amicale avec nous, parce qu'on n'a pas du tout les mêmes centres d'intérêt. Ils ne travaillent pas, sont toujours à la maison, nous on est toujours en vadrouille, on

rentre, on sort, on n'a pas du tout le même style de vie. »
(*ent.2*)

En résumé, les réseaux personnels sont limités, éclatés dans l'espace, fragilisés par les recompositions familiales et peu investis suite aux nombreuses obligations de travail et de parentalité. Le capital social des individus interviewés est donc faible. Paradoxalement peut-être, ceux-ci ne vivent pas cette faiblesse comme un problème et revendiquent leur droit à vivre leur vie de manière autonome. Le besoin de s'autonomiser par rapport aux relations familiales, mais aussi amical, est fortement souligné. Les individus interviewés reprennent donc dans l'ensemble les valeurs et normes de l'individualisme familial, dominantes dans les classes moyennes (Widmer, Kellerhals & Levy, 2004). Les contraintes propres à leur situation (migration, faiblesse des ressources économiques) rendent cependant cette orientation individualiste difficile à assumer complètement, ce qu'ils vivent comme un problème.

De tous ces points de vue, les anciens arrivants se distinguent des nouveaux, puisqu'ils bénéficient de regroupements familiaux et de réseaux d'amis plus présents. Les relations avec le voisinage sont aussi dans leur cas mieux établies (quoique les attentes à leur égard restent faibles).

« Comme j'ai fait ma scolarité ici, il y a des amis qui viennent de ma scolarité. Ils vivent à Genève, ça reste assez petit Genève. Ce sont souvent des amis de l'école primaire, c'est marrant. Après il y a d'autres amis. J'ai un petit groupe de huit, neuf personnes qui sont très proches. En ce moment, je les vois un petit peu moins, mais c'est par choix, ça ne crée de distance. Ils viennent quand même et on fait des barbecues, des choses comme cela. Ça reste des liens par téléphone, ça reste très proche, j'ai un petit noyau d'amis. » (*ent. 4*)

UN RAPPORT INCERTAIN AUX SERVICES COMMUNAUX

Le rapport des habitants de Vernier aux institutions de la commune a été mesuré à travers une série de questions portant sur la connaissance des services, leur utilisation, l'image des offres, ainsi que les moyens d'information. Lors des entretiens, de nombreux interviewés répondaient d'emblée qu'ils ne connaissaient pas les services de la commune et c'est seulement lorsque nous citions quelques exemples, comme la bibliothèque, la ludothèque, etc., qu'ils enchaînaient sur d'autres institutions. Etant donné la méthode utilisée, l'entretien semi-directif, il est probable que leurs connaissances réelles soient plus larges que celles citées, mais nous avons, à travers les réponses, une vision des institutions auxquelles ces personnes pensent dans un premier temps. Le tableau de l'annexe 2 offre une vue d'ensemble des réponses des seize interviewés sur cette question. Les connaissances des services sont plus vastes que leur utilisation, puisqu'elles incluent des prestations dont les interviewés ont entendu parler, mais qu'ils n'utilisent pas directement. La question a porté sur l'utilisation des services non seulement par le répondant, mais par le groupe familial dans son ensemble, et principalement les enfants.

UNE UTILISATION LIMITÉE DES SERVICES

Les services de garde de la petite enfance sont uniformément connus, qu'ils soient utilisés ou non. Lorsque l'on interroge les individus sur leurs besoins, les places en crèche reviennent fréquemment. Dans ce chapitre, nous nous concentrons plus spécifiquement sur les autres services de la commune, les problématiques liées aux services de garde étant bien connues de notre mandant.

Deuxième commune la plus peuplée du canton derrière la Ville de Genève, Vernier offre à ses habitants une vie culturelle riche d'événements divers, des infrastructures commerciales comme Balexert fréquentées par des résidents de tout le canton, et des installations sportives performantes. Néanmoins, cette palette d'offres n'apparaît que peu dans les réponses des interviewés, qui se centrent sur la triade constituée du parc, des fêtes de quartier et des maisons de quartier. Ce sont dans l'ordre les trois prestations les plus citées, puis viennent quelques activités gratuites ou de loisirs comme la ludothèque, la piscine, la bibliothèque et une prestation financière directe ; les bons familles. Seuls quelques interviewés sont capables de citer une multitude de services, en opposition aux pratiques très limitées de la grande majorité.

Si les interviewés citent quelques prestations en relation à leur enfant, il est frappant de constater qu'aucun n'évoque un hobby ou une activité à son propre bénéfice. Un tour à la piscine de temps en temps avec et parfois sans son enfant, ou à bicyclette le long du Rhône, sont les rares pratiques personnelles mentionnées. Pourquoi faire du sport, se demande une répondante, lorsque l'on court déjà toute la journée ? L'âge des enfants est certainement un facteur décisif dans l'orientation des parents quasi exclusive vers la famille, mais n'explique pas tout. Soumis aux diverses contraintes matérielles déjà évoquées, les habitants de la commune cherchent des divertissements de proximité accessibles financièrement.

PARC, FÊTES ET MAISON DE QUARTIER : UN CHOIX CONTRAINT PAR LES BESOINS MATÉRIELS

Difficultés financières, besoin de défoulement des enfants hors des logements exigus et recherche de structure de garde sont les grands thèmes que l'on retrouve en filigrane derrière la question de l'utilisation des services communaux.

D'une manière générale, les activités les plus populaires, y compris la ludothèque et la bibliothèque, sont gratuites. A la maison

de quartier, seul le repas est facturé Frs 7.-. Quant à la piscine, qui est également beaucoup évoquée, plusieurs soulignent qu'ils paient un tarif réduit pour les habitants. Même si, dans l'ensemble, les interviewés trouvent que les tarifs des activités à Vernier ne sont pas excessifs, ils choisissent d'abord les loisirs gratuits, voire quasi gratuits. L'importance accordée à la gratuité se retrouve dans l'appréciation très vive des « bons familles ».

« Si je peux me permettre, l'offre avec laquelle on reçoit des bons pour la gymnastique, etc. est excellente, c'est génial. » (*ent.5*)

Dans les quartiers d'immeubles, le parc permet aussi de se retrouver sans devoir procéder à des invitations chez soi, dans des appartements jugés trop exigus. Lorsque les familles manquent d'une pièce pour recevoir, parce que le salon est à la fois la chambre parentale ou celle des enfants, sortir au parc est non seulement un lieu de sociabilité mais aussi une nécessité pour le déboulement des enfants.

« On se lève le matin et on est les uns sur les autres... La journée, quand il fait beau, j'en profite pour sortir les enfants, je suis souvent dehors avec eux. On les sort assez souvent pour qu'ils ne restent pas à la maison enfermés. » (*ent.3*)

Etant donné les temps de travail des parents, la maison de quartier est perçue souvent comme un lieu de garde où l'on peut confier son enfant.

« Il y a la maison de quartier et je vais l'inscrire à partir de cinq ans, parce qu'ils font beaucoup de choses. Ils emmènent les enfants à la piscine, ils leur font faire des dessins, ce n'est que pour les enfants, c'est bien. Ils ont un programme les mercredis et je crois aussi le samedi. Je ne suis pas sûr parce que j'ai vu des enfants à la piscine... C'est là, que j'ai vu des gens de la maison de quartier qui amenaient des enfants et je leur ai parlé. Ils m'ont dit qu'à partir de cinq ans, ils prenaient les enfants. C'est bien comme ça, ils

se mélangent avec les autres enfants et c'est une activité de plus, mais il faut avoir cinq ans. » (*ent.3*)

Les possibilités de garde qu'offrent les maisons de quartier pendant les vacances scolaires sont très valorisées par les parents qui travaillent, un constat rejoignant la problématique plus générale de la garde des enfants.

« Avant, je les envoyais à [X : parle des maisons de quartier] pour les semaines de vacances. C'était dur pour moi, il fallait vraiment se lever tôt, vite les emmener et voir s'il y avait de la place. Si je ne trouvais pas de place, il fallait gérer entre l'horaire de mon mari et le mien. C'est un cauchemar ces vacances. Là, c'est bon, je me dis que l'on a notre maison, ça va aller... Après, pendant les vacances, c'est différent parce qu'il y a des moniteurs qui viennent et c'est organisé. Ils n'aiment pas quand c'est libre, le Jardin Robinson, c'est vraiment libre, il y a quelqu'un dans la maison mais à l'extérieur personne ne surveille et ça ils n'ont pas apprécié. » (*ent.14*)

LE JOURNAL COMMUNAL COMME SOURCE CENTRALE D'INFORMATION

La très grande majorité des interviewés connaissent le journal communal et l'apprécient, même si tous pourtant n'en font pas le même usage ; si pour certains il sert simplement à retrouver les têtes connues de leur enfance, pour d'autres, il est une source d'informations essentielle sur les activités communales.

« Je reçois le journal et quand je le regarde, je trouve qu'il y a pas mal de choses qui sont organisées. Je m'informe des activités quasi uniquement à travers le journal. Je trouve qu'il est bien fait, on voit un petit peu tout ce qui se passe, il y a aussi les manifestations. » (*ent.4*)

« On reçoit le livre une fois par mois, c'est de là que je tire les informations sur ce qui se passe dans la commune. Il est bien fait, bien complet. » (*ent.7*)

Plusieurs individus soulignent l'utilité de l'agenda présent dans le journal communal. On peut relever un lien très net entre une lecture attentive du journal et la participation aux activités communales.

« Participer à des activités du quartier, c'est super. On a participé au bonhomme hiver, aux fêtes de fin d'année et à des tas de trucs comme ça, on fait tout ce qu'on peut faire et qui est faisable avec elle. Mais c'est vraiment depuis six mois, depuis que je me suis plongée dans le livre de la commune. Avant non, parce que je faisais des choses que je voyais sur Internet et ou c'était trop loin, ou c'était en ville, ce n'était pas dans le quartier.

Q : Qu'est-ce qui vous a donné l'idée de regarder le journal et les activités du quartier ?

R : Bêtement, une fois je l'ai pris avec moi dans le bus et j'ai commencé à le lire. J'ai pris le temps de le lire et j'ai vu qu'il y avait des trucs super sympas. J'avais entouré dans l'agenda tout ce qu'il y avait à faire et c'est comme ça qu'au fur et à mesure, je regardais le planning. » (*ent.9*)

« ...Après ce qui est aussi sympa, c'est la brochure mensuelle de Vernier, je regarde toujours toutes les activités qu'il y a dedans. Je fais les fêtes qui sont là et aussi tout ce qui a à Vernier, la nouvelle maison de quartier, etc. Pour moi c'est toujours un atout de savoir que si un jour je n'ai pas de place là, j'en ai ailleurs. Je regarde tout ce qui se passe dans le quartier de Vernier, les inaugurations, je découvre les nouveautés du quartier. Je me déplace, je connais un peu tout ce qu'il y a à Vernier [...] (*ent.14*)

En règle générale, les interviewés qui ne consultent pas le journal communal ont une utilisation des infrastructures qui se limite strictement au parc et à la maison de quartier. S'ils le jettent directement dans la corbeille à papier, ce n'est pas parce qu'ils trouvent le journal mal fait, mais plutôt parce qu'ils n'imaginent pas qu'ils pourraient y trouver des informations utiles.

« Moi, j'ai commencé à m'informer quand on a voulu la mettre à la crèche [...] Le site est bien construit, ça vaut la peine d'aller le voir. Après, il faudrait peut-être lire le petit journal, je vais d'ailleurs le faire maintenant que j'en parle pour voir les activités proposées. » (*ent.1*)

Dans ce contexte, la question de la diffusion de l'information aux personnes non francophones se pose.

Quelques personnes citent ensuite le bouche à oreille comme moyen d'information pratiqué entre voisins et dans deux cas par la belle-mère qui vit également dans le quartier. Notons qu'en général, les personnes recourant à ce moyen informel d'informations ont l'impression de ne pas être bien informées, voire de recevoir l'information une fois que l'événement est passé.

« Je ne sais pas s'il y a quelque chose, il n'y en a pas souvent. Si je ne reçois pas une information, je ne sais pas. Des fois, il y a quelque chose et tu l'apprends après. » (*ent.6*)

Finalement, certains interviewés utilisent le site Internet de la commune, mais plutôt pour obtenir des réponses sur des questions administratives, comme les salles à louer, l'obtention de divers documents, que pour se renseigner sur la vie locale. Viennent ensuite l'école avec la distribution de flyers, la Mairie, les affiches à la maison de quartier et les flyers reçus dans la boîte aux lettres.

UNE BONNE OPINION DES OFFRES COMMUNALES

La moitié des interviewés a une image positive de l'offre communale. Ils pensent qu'elle est abondante, intéressante et ont le sentiment d'être pris en compte. Certains n'ont pas d'opinion à son propos parce qu'ils ne la connaissent pas. La plupart des critiques portent sur l'aménagement des parcs, en lien avec la sécurité, la circulation et le manque d'activités pour les petits enfants.

Les attentes d'améliorations sont très dispersées. Il y a cependant une attente générale pour davantage de places d'accueil pour

les petits enfants, que ce soit au niveau de la crèche ou des mamans de jour, ainsi que plus d'activités pour les petits enfants.

DE LA TIMIDITÉ SOCIALE À LA NON-PARTICIPATION

Autour des parcs, des fêtes et de la maison de quartier abondamment cités se jouent d'importants enjeux de socialisation pour les parents comme pour les enfants. Dans ce contexte, l'emplacement du parc par exemple acquiert une importance prépondérante. Aller dans un parc mieux équipé, mais plus éloigné de son domicile, signifie que l'on ne croisera pas les personnes de son voisinage. Le problème de la distance, dans ce cas, n'est pas seulement une question de mobilité, mais aussi d'opportunités de rencontre. Si les enfants nouent plus facilement des contacts, pour les parents accompagnants, il est nécessaire de se croiser à plusieurs reprises et dans différentes circonstances avant d'arriver à vraiment engager une conversation avec quelqu'un.

La difficulté à entrer en contact, l'obligation de prendre rendez-vous avant de sonner à la porte de son voisin sont perçus par quelques mères d'origine étrangère comme une caractéristique de la vie en Suisse, en contraste à leur culture d'origine vécue comme plus ouverte aux autres.

« ...Au début c'était dur. Pendant une année, j'étais vraiment toute seule, même s'il y avait de la famille ce n'était pas la même chose, ce ne sont pas les mêmes coutumes. Tu ne peux pas aller chez les gens comme ça sans rendez-vous. Chez nous, on n'a pas cette habitude des rendez-vous. Maintenant ça va mieux, j'ai fait des amis, je sors, voilà [...] Les voisins chez nous c'est comme chez toi, la voisine est comme une tante, on grandit au milieu des voisins, s'il n'y a pas tes parents, il y a la voisine. Leurs enfants sont des frères. Si ta maman n'est pas là, tu peux aller demander à la voisine de te donner à manger, tu peux t'asseoir. Il n'y a pas cette distance et c'est toujours comme ça

chez moi. Quand je vais chez ma mère, la maison est toujours pleine de voisines, tout le monde sort, tout le monde rentre. » (*ent.6*)

Ce sont principalement les mères des enfants qui ne vont pas en crèche qui se sentent les plus isolées et hésitent, par conséquent, à se rendre au parc. Être seule sur un banc, alors que d'autres papotent à côté peut renforcer un sentiment de solitude, au point de préférer alors rester chez soi.

Bien que plusieurs fassent le lien avec les coutumes de leur pays d'origine, on peut aller plus loin et expliquer ces attitudes par le phénomène plus large de timidité sociale caractéristique des classes populaires (Bourdieu, 1970). L'infériorité économique se double souvent d'un parcours migratoire avec ce que cela suppose de non maîtrise des codes sociaux et des pratiques.

« Comme je vous ai dit, moi je suis timide. Une fois que je connais la personne ça va, mais si la personne ne vient pas vers moi j'ai une difficulté parce que je ne veux pas m'imposer. Ici, ce n'est pas comme chez nous. Chez nous, les gens ils viennent et ils toquent à la porte. Ici, il faut prendre des rendez-vous, il faut donc bien connaître la personne, il faut bien savoir si la personne est d'accord ou pas et on ne peut pas aller comme ça, il faut qu'il y ait une circonstance. Après deux, trois ans, j'ai pu parler à ma voisine. » (*ent.1*)

« Je ne participe pas aux activités parce que déjà mes enfants sont trop petits. Je n'aime pas trop me mélanger non plus... » (*ent.12*)

Cette attitude en retrait se retrouve lors des fêtes de quartier. Même si elles sont très appréciées dans l'ensemble, quitter son logement pour se mélanger aux autres demande un effort parfois jugé insurmontable. Dans ce contexte, on remarque que les conjoints masculins adoptent plus souvent que leurs épouses des attitudes de repli sur soi, et que ces dernières manquent alors d'un appui pour sortir, n'osant y aller seule.

« Q : Est-ce que vous participez à des activités dans le quartier ? »

R : Non, je ne participe pas, comme je travaille, j'ai beaucoup. Si je connaissais des personnes qui participaient. Par exemple, il y a la fête des voisins. J'aimerais bien y aller mais comme je ne connais pas, je ne peux pas débarquer toute seule comme je suis timide. Mon mari est peu sociable, c'est aussi à cause de lui. Il ne va pas aller à la fête des voisins, ça ne l'intéresse pas, il est resté dans sa culture. Il faut vraiment lui trouver une bonne raison ou quelque chose [...] la troisième année j'avais décidé de voir qui y allait [fête des voisins], s'il y avait quelqu'un que je connaissais. J'ai regardé un petit peu et les deux que je connaissais n'y étaient pas et je n'y suis pas allée. » (*ent.1*)

Cette timidité sociale est renforcée parfois par les expériences difficiles faites avec les institutions, ce qui introduit une certaine défiance envers les services.

« ... ça a été une grosse déception, si on peut appeler cela une déception. On trouve du travail, ça dure un certain temps, on vous fait croire qu'on va vous garder, on m'a fait croire beaucoup de choses puis en fin de compte ce sont des contrats renouvelables, des petites missions et puis c'est fini, on ne veut plus vous garder. Comment vous expliquez mieux que cela ? Ce n'est pas évident. » (*ent.3*)

« [...] J'avais très peu pour vivre, j'avais demandé de l'aide à l'Hospice, et ils me l'avaient refusée, pour une raison que je ne me souviens pas, et c'est après ça que je suis tombée malade, parce que j'avais pas de soutien, après Monsieur I, donc hein, dès qu'il est parti ça a changé après pour moi. N'ayant pas de soutien, j'ai craqué, ma santé, c'était pas ça déjà avant, donc ça s'est dégradé. Et après ça, j'ai travaillé encore à la poste, et j'ai quitté mon travail le dos cassé. Ils m'ont dit "il faut faire une demande à l'AP". J'ai été soutenue par un psy, qui est décédé. Tous les gens qui m'ont soutenue sont décédés aussi, c'est bizarre. Mais bon. [...] Pis malheureusement il y a beaucoup de gens qui ne vivent pas ici, qui vivent à l'extérieur, pas dans l'Etat, ces gens ils

veulent nous imposer un peu des choses qui ne correspondent pas, parce qu'en fait ils ne connaissent pas la vie des gens, et voilà. Il faut savoir qu'est-ce qu'on fait avec qui.

Q : Vous voulez dire les autorités, les décideurs au niveau national ?

R : Ouais, non pis même ceux qui travaillent, je dis. Dans le social, ou... Ils connaissent pas vraiment. Par exemple, on leur demande "la rue Pont de l'Ecu" "ah je sais pas où c'est", pourtant ils travaillent à côté. Si les gens sont pas bien informés des choses, ils peuvent pas remplir leur rôle de social, quoi. Déjà. Moi, le social elle m'a refoulé. Aider mon mari, elle m'a dit "j'aide votre mari, mais vous ce serait bien que vous vous débrouilliez toute seule". » (*ent.11*)

Le chômage de longue durée entraîne également une forme de repli sur soi. On se détourne des autres, qui apparaissent comme hostiles.

« Il y a les fêtes du quartier, du voisinage, mais vous avez des voisins quand vous leur dites bonjour ils ne vous répondent pas. J'ai du mal à aller boire un verre avec quelqu'un qui ne me répond pas toute l'année. A la fête du voisinage on doit être tous ensemble. Je n'ai jamais été et je n'irai jamais parce que les gens depuis le départ quand on leur dit bonjour, ils ne vous répondent pas, ils vous ignorent. Ça ne m'intéresse pas de boire un verre avec des gens comme cela. » (*ent.3*).

La timidité sociale, les expériences passées parfois négatives, des périodes de chômage qui se prolongent introduisent une distance vis-à-vis des services communaux, qui peut expliquer la difficulté de participation sociale de la grande majorité des interviewés. On peut distinguer trois types de participation : un premier type caractérisant les individus qui ne participent pas par méconnaissance de l'offre - une méconnaissance qui traduit aussi un manque d'intérêt - ; un second type caractérisant ceux qui se rendent avec plaisir aux fêtes et activités gratuites distrayantes de leur

quartier ; un troisième type concernant les individus qui s'impliquent dans l'organisation d'un événement. La très grande majorité des personnes interviewées se trouvent dans le deuxième cas de figure, le plus petit groupe, deux personnes seulement, dans le dernier. La méconnaissance de ce qui se passe dans la commune touche principalement les nouveaux arrivants, voire des personnes ayant développé des centres d'intérêt en dehors de son périmètre.

« Q : Est-ce que vous avez connaissance des services de la commune ? Ils organisent des choses, ils ont un journal, qui explique ce qui se passe... Quel service vous connaissez ?

R : J'aimerais voir quelqu'un pour toutes les choses, pour les services là-bas. Je connais pas.

Q : Le journal par exemple, vous ne le connaissez pas ?

R : Non, non, non on n'a pas de journal, ici. Je n'ai rien, de Vernier.

Q : Ils font aussi des bons, des réductions pour les transports publics, ou les enfants, pour les vacances. Est-ce que vous les utilisez ?

R : Non, je paie tout de ma poche.

Q : Donc vous ne savez pas qu'il y a des offres ?

R : Non, non, pas les offres. Chaque mois, c'est moi qui paie [...]

Q : Vous participez à des activités du quartier ?

R : Seulement de temps en temps avec les enfants le parc [X], c'est tout. Pas autre chose, parce que je ne sais pas qui est responsable pour les sorties, non. Seulement les responsables de l'école. » (*ent.10*)

« Q : J'ai maintenant des questions sur les services de la commune de Vernier. Est-ce que vous connaissez l'offre, que ce soit au niveau aide financière, fêtes, activités ?

R : Non. Non. Je suis au courant de rien. » (*ent.11*)

La très grande majorité des individus développent, on l'a dit, une participation passive, dans le sens où ils se rendent volontiers aux fêtes de quartier et souhaitent même qu'ils y en aient davantage, mais ne s'impliquent pas dans leur organisation.

« Je vois ici quand il y a des fêtes dans le quartier, tout le monde sort. Quand il y a des fêtes au village, tout le monde sort pour y aller. C'est bien, il faudrait en faire plus souvent, parce que les gens se retrouvent, ils discutent ensemble. C'est pendant ces fêtes qu'on retrouve les autres gens. A l'école, ils font des fois des grands pic-nics avec toutes les classes, c'est sympa, on peut voir les autres copains, d'autres personnes. Quand il n'y a pas de fêtes, à part le meilleur copain, vous ne voyez personne. Ce serait bien de faire plus des fêtes. Une fois, ils avaient fait un immense repas canadien et c'était sympa, chacun amenait quelque chose et c'était magnifique. Ça ne coûtait pas trop cher à la commune, parce que c'étaient les parents qui amenaient, c'était organisé par l'école, ils avaient fait une soirée internationale pour que les gens se retrouvent. C'est vrai que l'on ne voit pas tout le monde ici, c'est international donc certaines personnes restent avec leur communauté et on ne les voit pas trop. C'est pendant ces fêtes que vous les voyez, que vous pouvez discuter. Il manque un peu plus de fêtes. Après souvent les enseignants n'ont pas envie de s'engager parce que ça prend du temps. Pour la commune c'est aussi le temps et l'argent. J'ai voulu faire partie de cette association pour faire des choses, après il faut trouver des mamans qui sont motivées à le faire. Je suis rentrée dans l'association avec plein de projets dans la tête, mais j'ai trouvé des mamans qui n'avaient pas le temps, qui avaient ceci, cela et après j'ai abandonné. Je vois une maman qui a envie de refaire des choses, c'est aussi une maman qui a quatre enfants, on a besoin de ça. A Pâques, elle a fait une petite fête et tout le monde est venu, elle a eu un succès incroyable. Je me dis que quand on fait des fêtes, les gens viennent, pas tout le monde ne part les week-ends. Quand ils font quelque chose, on voit tout le monde [...] Elle avait fait quelque chose de tout

simple, une chasse aux œufs, parce que c'était à Pâques. Elle a eu des fonds de la commune pour faire ça mais elle a travaillé bénévolement. Le monde qui est venu, elle a dû refuser des gens, c'était super. Du coup, ça permet aux mères de revoir d'autres mères, c'est sympa, à refaire à toutes les occasions, il n'y a pas que Pâques. Quand on fait des projets sur Vernier, ils peuvent nous donner un fond sur un projet pour le quartier. Je crois que ça s'appelle le contrat de quartier. » (*ent.14*)

Nous pouvons constater que les individus interviewés participent plus à la vie sociale du quartier lorsque les enfants fréquentent déjà une institution de garde comme la crèche ou l'école et que les parents ont pu ainsi faire quelques connaissances. Au vu de l'importance accordée à la réussite scolaire et à l'emploi, les activités organisées par l'école et les services de la petite enfance sont considérés de première importance par rapport aux autres services. Même les moins participatifs se doivent d'être présents aux fêtes de ces institutions. C'est par ces institutions, nous semble-t-il, que l'on pourrait entrer en contact le plus facilement avec les familles des classes populaires.

L'IMPORTANCE DE L'ARGUMENT FINANCIER

Leurs parcours de vie chaotiques et la précarité de leur situation financière orientent de nombreux interviewés vers une vision relativement « utilitariste » des services communaux ou cantonaux. Ils cherchent à profiter des possibilités de loisirs offertes, mais leur niveau restreint de connaissances et leur manque de ressources financières les cantonnent souvent dans des possibilités de distractions très limitées. Les interviewés sont surtout sensibles aux arguments financiers et aux mesures qui pourraient soulager concrètement leur quotidien, notamment en matière de garde d'enfants et d'espace de vie.

Par rapport aux services de la commune, les interviewés peuvent être regroupés en deux catégories ; les parents d'enfants non-scolarisés et ceux d'enfants scolarisés. Les services de garde, et en leur absence, l'école, introduisent les familles dans une nouvelle dynamique plus orientée vers le voisinage. Les courses d'école, les activités parascolaires des enfants, leurs camarades créent des liens qui permettent une meilleure circulation de l'information et l'approfondissement d'un réseau local de connaissances. Dans ce contexte, les parents de nouveau-nés sont particulièrement isolés et désorientés, spécialement quand ils sont depuis peu dans la commune.

« Q : Est-ce que vous avez un sentiment d'ennui à la maison avec la petite ?

R : Juste le bébé et moi tous les jours, toute la journée, oui...

Q : Est-ce que d'une manière plus générale, vous vous sentez quand même bien entourée ?

R : Quelquefois je me demande si j'ai une douleur ou quelque chose, ce que je ferais. Si je n'ai pas le téléphone [pour appeler son mari], qu'est-ce que je ferais. Quand j'étais enceinte, je pensais "je suis à la maison, je ne connais personne, qu'est-ce que je fais si mon portable ne marche pas." J'avais un peu peur parce que je ne connaissais personne. » (*ent.16*)

Alors que ceux qui ont grandi en Suisse continuent à fréquenter leur parenté et leur réseau d'amitiés d'origine, la situation est plus difficile pour les migrants avec un jeune enfant. L'isolement, la fréquentation du centre de Balxert et de sa garderie privée comme moyen d'occuper les enfants est d'abord le fait des familles nouvellement arrivées.

CONCLUSION

Cette étude a privilégié la parole des individus des milieux populaires sur elles-mêmes, sur leurs besoins, sur leur environnement, informel ou institutionnel. Il ressort des interviews qu'une forte vulnérabilité caractérise les personnes entendues. Leurs parcours de vie sont marqués par des ruptures multiples : l'expérience migratoire que connaît la majorité des individus, le fréquent divorce de leurs parents, ainsi qu'une santé fragile pour certains, ont un impact important sur leurs possibilités de formation et donc leur employabilité. De fait, les personnes interviewées se trouvent majoritairement dans des emplois précaires, en situation de chômage ou de dépendance aux prestations de l'Etat. Les femmes interviewées ont, de manière générale, des niveaux de formation inférieurs aux hommes et occupent des emplois généralement peu qualifiés comme, par exemple, ceux de femme de ménage ou d'accueillante familiale³. Elles s'engagent dans la vie professionnelle, souvent contraintes par la cherté de la vie à Genève et les difficultés rencontrées par leur mari dans le monde professionnel. Elles occupent des emplois à temps partiel qui leur permettent de s'occuper aussi des enfants, étant donné les difficultés et le coût des solutions de garde à disposition. En effet, dans la majorité des familles, ce sont aux femmes qu'incombe la double journée de travail (emploi et famille), même lorsque le mari est au chômage. Plusieurs interviewés décrivent des projets de formation en cours ou pour l'avenir. Les ressources à leur disposition sont limitées et toujours susceptibles d'être retirées par la perte de l'emploi.

Il s'ensuit des logements souvent très petits en regard du nombre de cohabitants, ce qui crée de nombreuses tensions. Etant

●
³ Anciennement dénommée « maman de jour ».

donné la situation du marché immobilier genevois, les familles attendent plusieurs années après la naissance des enfants pour trouver un appartement avec une chambre en plus dans le quartier. D'une manière générale, la mobilité géographique des individus est limitée, ce qui est dû aux contraintes financières, mais aussi à la configuration de Vernier et au manque de connections des transports publics entre les différents quartiers de la commune. En conséquence, les priorités des personnes se centrent sur des dimensions très concrètes de l'existence : l'acquisition d'un emploi stable, d'un logement adapté, et d'une solution pérenne pour la garde des enfants.

Nous avons cherché à évaluer les ressources que les personnes pouvaient mobiliser dans leur entourage direct. Leur situation de vulnérabilité, d'origine avant tout économique, n'est pas compensée par les réseaux de parenté ou d'amitié, qui sont faibles ou dispersés. Les réseaux sociaux qu'ils peuvent mobiliser sont restreints : les familles sont souvent en partie à l'étranger ; les répondants désirent avant tout être autonomes et ne pas devoir être redevables aux autres, par peur d'être sollicités par la suite sans pouvoir répondre positivement aux attentes d'autrui. Même si le lien familial est valorisé dans le discours et qu'il se tisse ou se maintient grâce aux nouvelles technologies de communication, qui permettent de briser les distances, les ressources concrètes mises à disposition par le réseau de parenté ou d'amitié, qu'elles soient financières ou pratiques (garde des enfants), sont quasi inexistantes.

Les différences entre les personnes qui ont grandi en Suisse et les autres sont à ce titre marquées, le réseau familial et amical étant plus fourni et plus facilement mobilisé dans le premier cas que pour les personnes arrivées récemment sur la commune. Quant aux réseaux de voisinage ou de quartier, les attitudes rapportées démontrent une forme d'entre soi, et les rencontres dans la commune qui génèrent des liens durables sont rares. Même si des solidarités liées aux pays d'origine ou à la communauté de langue existent et sont parfois activées, les personnes interviewées comptent peu sur le soutien de celles-ci. Les contraintes quotidiennes et

la difficulté à se familiariser avec de nouveaux codes sociaux peuvent conduire à une certaine forme de timidité ou de retrait. Cette timidité sociale, qui se double d'un certain isolement, se retrouve parmi les interviewés lorsqu'ils évoquent leurs difficultés à rejoindre seuls une fête de quartier. Cette difficulté est renforcée chez les hommes chômeurs de longue durée, qui ressentent souvent des sentiments de honte, et d'hostilité du voisinage.

Malgré ces difficultés, les attentes et projets que ces familles développent pour l'avenir rejoignent ceux des milieux plus privilégiés : projet d'agrandissement de la famille et de déménagement dans un logement plus spacieux. L'enfant est particulièrement important car les parents aspirent à ce qu'il réalise à l'avenir ce qui leur semble actuellement hors de portée pour eux-mêmes, d'où l'insistance sur la réussite scolaire comme fin et moyen de socialisation. Si les préoccupations sont centrées sur le bien-être physique de l'enfant et son respect de l'autorité des parents, la conformité dans le parcours scolaire du premier est en effet l'absolue priorité. La compréhension du fonctionnement du système scolaire par les parents et le lien avec l'institution sont, dans ce contexte, très importants et se sont révélés, au cours des entretiens, souvent problématiques.

Une attente fortement exprimée réside dans la création d'activités et de lieux de garde pour les plus petits enfants. Cette revendication est fondée sur deux besoins de base : en premier lieu, se libérer de la garde de l'enfant pour pouvoir s'engager dans un travail rémunéré, indispensable à une certaine stabilité économique, et à la résolution des problèmes de logement et de mobilité ; en second lieu, s'inscrire, pour les nouveaux arrivants, dans des relations d'interconnaissance avec d'autres parents résidant dans la commune, et éviter ainsi l'isolement. Par rapport à cette dernière dimension, les mères ont à plusieurs reprises insisté sur le manque d'activités pour les moins de quatre ans et leur souhait de pouvoir partager des moments avec d'autres parents dans le but de créer des liens dans leur quartier. Logiquement, la solitude, l'ennui, la difficulté à nouer des relations à Genève ont été évoquées principalement par les personnes qui n'ont pas grandi dans le canton.

La disjonction entre attentes et ressources est particulièrement criante et souligne des difficultés pour parvenir à une intégration durable, ce qui est le souhait de la majorité des interviewés. Comment permettre à ces familles vulnérables de s'insérer dans un ensemble de liens sociaux plus riches, qui faciliteraient leur intégration à Genève, selon le souhait des mandants ? Comment construire entre les familles de milieu populaire, particulièrement celles qui sont arrivées récemment sur le canton, et les institutions, un rapport de confiance et une participation active ? Comment répondre aux attentes de ces familles dans le besoin dans les limites des possibilités de la commune ?

Nous avons constaté que de nombreux services proposés par la commune étaient peu, connus et/ou utilisés par les répondants. Une typologie établie en 2010 en France par l'Observatoire des non recours aux droits et services (ODENORE) apporte des éléments pour comprendre les freins à l'accès aux services sociaux. Selon cette typologie, le non recours peut s'expliquer de trois manières : il peut être le résultat d'une non connaissance (la personne n'a pas d'information sur l'existence du service), d'une non demande (la personne a connaissance des services, mais par choix ou contrainte, elle n'en fait pas la demande), ou d'une non réception (la personne fait une demande pour une prestation, mais ne la reçoit pas ou seulement en partie) (Warin, 2010, p. 5). Cette réflexion sur le non recours s'applique en premier lieu dans le cas de prestations, financières ou non, auxquelles les personnes auraient droit. Néanmoins, il nous a semblé utile de mobiliser cette typologie, car elle permet de mieux comprendre les freins potentiels à l'utilisation des services par les familles. Dans le cas des familles interviewées, les non recours aux services de la commune observés sont majoritairement dus à la « non connaissance ». De nombreux services ne sont pas connus de tous (structures de garde, activités, etc.). L'amélioration de l'information aux familles des milieux populaires paraît donc être un premier élément d'action. L'importance du renforcement de la communication faite par la commune aux familles, en particulier à celles d'origine modeste et étrangère, est cruciale. De l'information existe (le journal de la

commune, le site Internet, etc.), mais ne semble pas atteindre l'ensemble de la population de la commune concernée. Si l'on prend l'exemple du journal, un bon nombre des individus interviewés ont souligné la grande utilité de ce dernier. La commune a là un instrument précieux, qui pourrait être développé encore de manière à faciliter l'intégration sociale, notamment des nouveaux arrivants. Certains ne le connaissent pas encore ou ne l'utilisent pas, car ils ne maîtrisent pas suffisamment le français. *Mieux faire circuler l'information sur les services concrets mis à disposition par la commune ou le canton* est à nos yeux un préalable de toute politique visant à améliorer les conditions de vie des familles d'origine populaire à Genève.

Pour ces dernières, l'information écrite n'est pas suffisante, étant donné la barrière linguistique ou les habitudes sociales : certains lisent le français mais pas les journaux, et le contact direct prend toute son importance. Les liens tissés avec quelques personnes qui feraient office de médiateurs pourraient s'avérer décisifs, en particulier dans la période d'arrivée des familles sur Genève. Pour cela, le lien de confiance personnelle développé entre la famille et l'intermédiaire est essentiel, et doit être pris en charge par la même personne pendant un certain laps de temps. Pour maximiser les chances d'atteindre durablement et de manière efficace les familles qui en ont le plus besoin, il est également important que les services de la commune se délocalisent en allant vers la population pour créer un réseau de proximité dans les différents quartiers constitutifs de la commune. Cette technique d'« aller vers », de création d'un lien de proximité avec les personnes, permettrait une autre approche des services proposés. *L'idée de la mise en place d'un réseau d'intermédiaires, entre les services de la commune et les familles de milieu populaire, a émergé dans les discussions avec les mandants.* La création de postes de « médiateurs » pourrait être évaluée. Des expériences allant dans cette direction existent en France, avec les rôles quasi-institutionnalisés des « grands frères ». En Suisse, l'Etat de Fribourg a remporté le prix suisse de l'intégration en 2009 avec

son projet de renforcement de la cohésion sociale⁴. L'activité initiale du projet intitulé « Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde » est la formation « d'agent-es sympas »⁵ recruté-es sur la commune et dont le but est l'amélioration du vivre ensemble. Dans le même sens, la commune pourrait réfléchir aux moyens de recruter des femmes et hommes issus des milieux populaires, notamment de l'immigration, habitant depuis longtemps dans la commune, pour aider à l'intégration des nouveaux arrivants, à la compréhension du fonctionnement des services disponibles sur la commune, et faire le lien avec les services communaux.

Etant donné le manque chronique de ressources et la faiblesse du capital social à leur disposition, les familles de milieu populaire sont très sensibles à l'obtention de petits bénéfices matériels, qui leur permettraient de faire baisser un peu la pression socio-économique pesant sur elles. Une politique communale visant à une meilleure intégration sociale devrait donc, à notre avis, proposer des avantages concrets, même modestes, aux personnes prêtes à s'investir dans le tissu de relations locales.

Créer des réseaux de liens sociaux au sein des différents quartiers nécessite du temps, mais permettrait de mieux répondre aux besoins des familles populaires. Il semble essentiel de privilégier des activités gratuites, et concrètes, pour les enfants en bas âge et les adultes. Ce pourrait être des lieux ouverts où l'on vient d'abord pour se distraire, passer un moment privilégié entre parents-enfants, poser des questions pratiques sur son enfant, puis qui déboucheraient sur des dynamiques plus larges d'intégration sociale.



⁴ http://www.fr.ch/imr/fr/pub/communes_sympas.htm

⁵ <http://www.communes-sympas.ch/>

BIBLIOGRAPHIE

Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Passeron (1970). *La reproduction. Eléments d'une théorie du système d'enseignement*. Paris : Les éditions de Minuit.

Delay, Christophe (2013). L'impératif scolaire du partenariat et son appropriation partielle au sein des familles populaires: un exemple genevois. *Education et sociétés* 32(2) : 139-153.

Nicole-Drancourt, Chantal (2009). *Conciliation travail/famille: attention travaux*. Paris: L'Harmattan, Collection Logiques Sociales.

Kaufmann, Vincent (2002). *Re-thinking Mobility : Contemporary Sociology*. United Kingdom: Ashgate

Kellerhals, Jean, Eric D. Widmer (2012). *Familles en Suisse. Nouveaux liens*. 3ème édition. Lausanne : Le Savoir suisse.

Patton, Michael Quinn (1990). *Qualitative evaluation and research methods*. Beverly Hills, CA: Sage.

Paugam, Serge (1991). *La disqualification sociale. Essais sur la nouvelle pauvreté*. Paris : Presses Universitaires de France.

Paugam, Serge (2008). *Le lien social*. Paris : Presses universitaires de France.

Sapin, Marlène, Dario Spini et Eric D. Widmer (2007). *Les parcours de vie: de l'adolescence au grand âge*. Lausanne : Le Savoir suisse.

Schultheis, Franz, Arnaud Frauenfelder, Christophe Delay et Nathalie Pigot (2009). *Les classes populaires aujourd'hui. Portraits de familles, cadres sociologiques*. Paris: L'Harmattan.

Segalen, Martine, Agnès Martial (1993). *Sociologie de la famille*. Paris : Armand Colin.

Warin, Philippe (2010). « Qu'est-ce que le non-recours aux droits sociaux ? », dans *La Vie des idées*, url : consulté le 18.12.15.

Kellerhals, Jean, Eric D. Widmer et René Levy (2004). *Mesure et démesure du couple. Cohésion, crises et résilience dans la vie des couples*. Paris : Payot

Widmer, Eric D., Jean Kellerhals et René Levy (2004). Quelle pluralisation des relations familiales ? Conflits, styles d'interactions conjugales et milieu social. *Revue française de Sociologie*, 45(1) : 37-67

Widmer, Eric D., Jacques-Antoine Gauthier (2011). « Le modèle développemental à la lumière des trajectoires familiales contemporaines : confirmation ou remise en question ? », dans Dominique Joye, Dario Spini et Eric D Widmer (eds.). *Parcours de vie et insertions sociales*. Zürich : Seismo Verlag, p. 150-167.

Widmer, Eric D. (2010). *Family configurations. A Structural Approach to Family Diversity*. London: Ashgate Publishing.

ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN

A. Histoire de vie sur la commune

| | Dimensions | Questions | Données recherchées |
|----|---------------------------|--|--|
| 1. | Trajectoires de migration | Quand êtes-vous arrivé dans la commune de Vernier ? Et avant où viviez-vous ? Et précédemment ? Où êtes-vous né ? Comment s'est passé votre arrivée à Vernier ? <i>Relance : Vous êtes-vous senti accueilli dans la commune ? Comment se sont passés vos premiers contacts ?</i> Quels sont vos projets de résidence pour l'avenir ? | Date d'arrivée dans la commune Parcours de migration, continuités et ruptures spatiales. Causes attribuées et perspectives pour l'avenir. |

B. Difficultés rencontrées dans les tâches de parentalité et ressources familiales

| | | | |
|----|---|---|--|
| 2. | Evocation du quotidien familial, de ses difficultés et des ressources à disposition | <p>Parlez-nous maintenant de votre vie de famille actuelle. Comment se passe dans ses grandes lignes une journée habituelle pour vous et pour les membres de votre famille en partant du réveil ? (<i>Horaires, qui fait quoi par rapport aux enfants...</i>)</p> <p>Avec qui parlez-vous habituellement de l'éducation de vos enfants ou d'éducation en général ?</p> <p>Quelles sont les choses qui vous préoccupent principalement concernant les enfants ?</p> <p>Quelles sont les choses qui vous préoccupent principalement plus en général ?</p> <p>Quand vous avez des questions à qui vous adressez-vous ? Est-ce qu'il y a des personnes qui vous aident à trouver des réponses par rapport à ces préoccupations ?</p> <p>Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ?</p> <p>Quels sont vos projets pour vos enfants ?</p> | <p>Gestion du quotidien.</p> <p>Types de difficultés avec les enfants.</p> <p>Difficultés en général.</p> <p>Soutien</p> |
| | | <p><i>Relance : quelles sont les sources de tension les plus fréquentes par rapport à vos enfants ? Comment les gérez-vous ? Seul ou demandez-vous de l'aide ? A qui ?</i></p> | |

| | | | |
|----|-----------------|---|---|
| 3. | Réseau familial | <p>Parlez-nous de vos contacts avec votre famille au sens large (parents, frères et sœurs, ainsi que de ceux de votre conjoint (<i>si existe</i>)). Où vivent-ils ? Etes-vous en contact avec eux ? Comment sont vos relations avec eux ? Est-ce que vous souhaiteriez développer certains échanges existants avec votre famille ? De quelle manière ? Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ? Quels sont vos projets pour l'avenir ?</p> | <p>Identification des personnes de soutien au sein de la famille élargie. Fréquence et degré du soutien.</p> |
| | | <p><i>Relance : Quels sont les liens entre vous et votre parenté : Les voyez-vous souvent ou rarement ? Comment décririez-vous vos relations, est-ce qu'il y a de l'attachement ou du conflit ? Par rapport à qui surtout ? Comment cela se passe-t-il si l'un de vous a besoin d'aide ? Est-ce que vous aimeriez développer certains échanges ?</i></p> | |
| 4 | Réseau d'amis | <p>Parlez-nous de vos amis, ainsi que de ceux de votre conjoint (<i>si conjoint</i>). Où vivent-ils ? Etes-vous en contact avec eux ? Comment sont vos relations avec eux ? Est-ce que vous souhaiteriez développer certains échanges existants avec vos amis ? De quelle manière ? Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ? Quels sont vos projets pour l'avenir ?</p> | <p>Evocation du réseau d'amitiés et des ressources à disposition. Fréquence et degré du soutien. Satisfaction par rapport au réseau existant</p> |
| 5. | Soutien | <p>Tout le monde a connu des moments difficiles une fois ou l'autre dans sa vie au niveau familial, professionnel ou au niveau de sa santé. Pourriez-vous évoquer certains de ces moments ? Comment les avez-vous résolus ? De quel soutien avez-vous bénéficié ? Auriez-vous souhaité trouver un autre type de soutien ? Institutionnel par exemple ? Sous quelle forme ? Qu'est-ce qui vous a manqué dans cette situation ?</p> | <p>Expériences passées et souhaits</p> |

C. Rapport au quartier et à ses habitants

| | | | |
|----|-----------------------|--|---|
| 6. | | <p>Comment se passe la vie de quartier ? A quel type d'activités de la vie de quartier participez-vous ?</p> | <p>Évaluation de la vie de quartier en général</p> |
| 7. | Relations aux voisins | <p>Comment se passent les relations avec vos voisins ? Qui sont-ils ? Lorsque vous les voyez, quel type d'activités faites-vous avec eux ? Est-ce qu'il s'agit plutôt de discussion, de repas partagé, d'aide ? Y a-t-il dans votre entourage des personnes à qui vous faites particulièrement confiance, à qui vous pouvez demander des conseils, des avis, de l'aide pour des choses du quotidien qui sont importantes pour vous ? Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?</p> | <p>Identification du réseau de voisinage, ses ressources et limites</p> |
| | | <p><i>Relance : Comment décririez-vous vos relations avec vos voisins ? Est-ce que vous recevez de l'aide de la part de vos voisins par rapport à vos enfants (repas, trajets enfants,...) et en donnez-vous ?</i></p> | |
| 8. | | <p>Connaissez-vous d'autres personnes dans le quartier ? Qui sont-ils ? Est-ce que, si vous allez au parc avec vos enfants, vous y rencontrez d'autres parents ? Comment cela se passe-t-il ? Plus en général et lorsque vous voyez des gens du quartier, quel type d'activités faites-vous avec eux ? Est-ce qu'il s'agit plutôt de discussion, de repas partagé, d'aide ? Parmi ces personnes, y en a-t-il à qui vous faites particulièrement confiance, à qui vous pouvez demander des conseils, des avis, de l'aide pour des choses du quotidien qui sont importantes pour vous ? Êtes-vous satisfait de vos relations ? Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ? D'une manière générale, est-ce que vous vous sentez bien entouré ? A votre avis, qu'est-ce qui pourrait faciliter ou améliorer les liens avec votre entourage ?</p> | <p>Identification du réseau de voisinage, ses ressources et limites</p> |

D. Rapport aux institutions de Vernier

| | | | |
|----|--------------------------------|---|--|
| 9. | Attitude par rapport à l'offre | <p>Connaissez-vous les services proposés par la commune aux parents, (<i>idées pour les relances : Bons famille de CHF 150.-, bibliothèque avec moments lecture, ludothèque avec a-midi jeux le mercredi, espace accueil parents-enfants, bons pour des spectacles, passeport vacances, Vernier dance, piscine, arcade sages-femmes...</i>).</p> <p>Quelle image avez-vous de ces offres en discutez-vous avec votre entourage ?</p> <p>Comment en avez-vous entendu parler (<i>pour les relances : connaissances, journal de la commune, site Internet, école...</i>) ?</p> <p>Fréquentez-vous ou des personnes de votre entourage ces lieux ou d'autres associations, réunions, lieux d'échange, etc ?</p> <p>Si oui, est-ce que ces lieux se trouvent à proximité de votre domicile, comment vous y rendez-vous ? A pied, bus, voiture ? Est-ce que la proximité géographique est un critère important pour vous dans le choix d'une activité ?</p> <p>SI ENFANT EN CRECHE :</p> <p>Avez-vous trouvé facilement une place en crèche pour votre enfant ?</p> <p>Est-ce qu'il y a des moments de rencontre organisés entre parents à la crèche ?</p> <p>Y allez-vous ? Si oui, êtes-vous satisfait de la manière dont cela se passe ?</p> <p>Si non, pouvez-vous me dire pour quelle raison ?</p> <p>Est-ce que vous posez parfois des questions aux éducatrices en rapport avec les soins aux enfants, l'éducation ? Comment cela se passe-t-il ?</p> <p>De votre point de vue, pensez-vous à des choses qui pourraient être améliorées ?</p> <p>Qu'est-ce qui devrait être mis en place pour aider les parents à Vernier ?</p> <p>Pourquoi est-ce comme cela, selon vous ?</p> | Connaissance et représentation sociale des services communaux. |
|----|--------------------------------|---|--|

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | <p><i>Relance : Avez-vous déjà dans le passé fait appel aux services de professionnels (éducateurs, autres...) de la commune ? Avez-vous été satisfait ?</i></p> <p><i>Qui vous a parlé au départ des services de la commune ?</i></p> <p><i>Comment s'est passé le premier contact, êtes-vous allé seul ou accompagné ?</i></p> | |
| | | <p><i>Relance : De quoi auriez-vous besoin pour vous aider/ soutenir dans l'éducation de vos enfants ?</i></p> | |

E. Histoire de vie en général

| | | | |
|-----|-------------------------------|---|--|
| 10. | Trajectoires familiales | <p>Pourriez-vous nous parler en quelques mots de vos parents, de leur situation à votre naissance et de l'environnement dans lequel vous avez grandi ?</p> <p>Que faisaient vos parents ?</p> <p>Avez-vous connu des changements de pays / région ? (<i>si pas déjà répondu au point 1</i>).</p> <p>Comment s'est passée la rencontre avec votre conjoint ?</p> <p>Y a-t-il d'autres événements marquants ?</p> <p>Quels sont vos projets familiaux pour l'avenir ?</p> | Ruptures/continuités familiales. Causes attribuées et perspectives pour l'avenir. |
| 11. | Trajectoires professionnelles | <p>Pouvez-vous décrire en quelques mots les événements marquants de votre parcours scolaire et professionnels ?</p> <p>Quel est votre parcours scolaire ?</p> <p>Quel travail exercez-vous et à quel taux d'activité ?</p> <p>Quels sont vos projets professionnels ou de formation pour l'avenir ?</p> | Ruptures/continuités scolaires et professionnelles. Succès et échecs scolaires et professionnels. Causes attribuées et perspectives pour l'avenir. |

ANNEXE 2 : TABLEAU DES SERVICES DE LA COMMUNE

| Intervi- ews | Utilisation et pratiques | Connaissance | Sources d'information | Image des offres | Attentes |
|-----------------|--|--------------------------------|---|---|---|
| A | Ludothèque Bibliothèque Bons famille | Aucune autre connais- sance | Aimerait être mieux informée. A entendu parler de l'accueil parents-enfants plusieurs mois après l'accouchement. Connait le journal Utilise le site quand besoin de documents | Bons famille : excellent Jardin Robinson : hyper cool | Cours premiers secours. Centrale de renseigne- ments ou point-info cen- tralisé. Education sur les reli- gions. Liste sur le site de la commune des mamans de jour avec disponibili- tés |

| | | | | | |
|---|---|--|---|--|--|
| B | Fêtes organisées par l'école. Ludothèque | | Sentiment de ne pas être informé, mais n'a pas cherché l'information non plus. Aimerait recevoir plus de flyers. Reçoit le journal et voit les activités pour les enfants. Son enfant va à la piscine et au cours de langue arabe, il ne souhaite rien de plus. Est tout le temps sur le site Internet. N'a pas vu de vie associative ou culturelle dans son quartier. Se sent dans un ghetto là où il est. | Pas d'image car ne connaît pas vraiment l'offre. Trouve le parc de son quartier sale | Endroits et places de jeux pour les petits enfants (quartier Pont-Butin). Education au respect, atelier de discussion |
| C | Aucune. Mari pas partant pour ce genre d'activités, manque d'une amie pour l'accompagner | Maison de quartier (activités parents-enfants) | Ecole. Reçoit et connaît le journal, mais n'y a rien trouvé au niveau des activités à faire | Ecole : utilise les parents pour véhiculer les enfants. Beaucoup de propositions pour les enfants, mais sans inclure les parents | Aimerait plus d'activités parents-enfants |

| | | | | | |
|---|--|--|---|--|---|
| D | Zoo au bord du Rhône Cours de français (conjoint) | Ne connaît pas les services. Se déplace facilement sur d'autres communes pour ses activités | N'est pas sûre de recevoir le journal. N'a pas vu d'agenda. Ne regarde pas le site. Trouve que Genève est une petite ville (elle vient d'une grande capitale) et quitte volontiers la commune pour ses activités | Ne connaît pas très bien. Trouve le parc de Châteline pas accueillant (trop de bitume). Aime se balader au bord du Rhône, apprécie beaucoup les nouveaux aménagements le long des berges | Communauté pour les jeunes mamans avec picnic en été dans un parc ou le long du Rhône |
| E | Aucune activité Enfants trop petits, n'aime pas se mélanger aux autres. Normes éducatives différentes | Ludothèque => Pense que c'est pour les enfants plus grands, n'y va pas | Reçoit le journal, mais ne le lit pas tout le temps par manque de temps. Jette toujours un coup d'œil à l'agenda. Trouve qu'il n'y a pas grand-chose. Discute un peu des offres avec sa belle-mère | Crèche : a refusé la place car l'horaire ne lui convenait pas. A l'impression de ne pas être prise en compte. Tarifs trop chers de la crèche. Image mitigée : jeux dans les parcs et accès poussettes mal adaptés aux petits | Accueillante familiale et activités pour les petits |
| F | Jardin Robinson Parc Fêtes de quartier (seulement s'ils sont là, mais pas une priorité) | Crèche, halte-garderie Cuisines scolaires, parascolaire Assistants maternelles Accueillante familiale | Reçoit le journal, mais ne le regarde pas en détail. Parle avec les voisins de ce que font les enfants à l'école. Se renseigne principalement sur le site Internet. Le trouve bien, facile d'accès. Regarde les affiches à la maison de quartier | Bien dans la commune. Sentiment d'être prise en compte Place de jeux et maison de quartier propres | Place en crèche. Cours pour les petits (gym). Cours parents-enfants. Service de garde pour les petits |

| | | | | | |
|---|--|---|--|--|--|
| G | Ludothèque Bibliothèque Piscine | Maison de quartier Jardin Robinson Espace accueil parents- enfants (est allée dans le passé) | Lit très attentivement le journal et souligne dans l'agenda ce qui l'intéresse. Téléphone à la Mairie en cas de question et pose des questions au bureau de l'Hospice | Aime participer aux activités proposées par la commune. Entraîne une amie à l'accompagner | Trouve qu'il y a déjà beaucoup de choses |
| H | Services sociaux | Centre aéré Maison de quartier Terrain de foot + club Voitures télécommandées Pistes de skate Magasin de cycles avec rabais Assistance informatique Educateurs de rue Accueil parents-enfants | Lit le journal, le trouve bien fait. S'informe des activités quasi uniquement grâce au journal. Parle de ce qu'il lit à son entourage. Enfant non scolarisé à Vernier => N'est pas informé des activités du centre aéré car informations via l'école. Doit aller à la Mairie pour obtenir les informations (lourdeur administrative). | Plein de choses intéressantes. Apprécie les parcs de son quartier. Bonne image des offres, intéressant | Nouvelle crèche. Insiste beaucoup sur le local. Café aux parents le samedi matin. Faire venir le ludobus dans les différents quartiers. Développer activités autour du haras |
| I | Soutien financier dans le passé en période de chômage de l'épouse. Ludothèque Entraînements nordic walking | Maison de quartier (connaît mais n'est pas encore allé) | Reçoit le journal, le trouve bien fait, bien complet | En parle plutôt positivement avec les autres. Bonne image des activités. | Plus de fêtes. A manqué du soutien d'un assistant social dans le passé. |

| | | | | | |
|---|---|--|--|---|--|
| J | <p>Service de la cohésion sociale de Vernier</p> <p>Bons famille</p> <p>Association des parents d'élèves</p> <p>Maison de quartier</p> <p>Jardin Robinson</p> <p>Club de ping-pong</p> <p>Club de tennis</p> <p>Crèche</p> <p>Club de volleyball</p> <p>Piscine</p> | | <p>Reçoit et lit le journal</p> <p>Se déplace pour chaque inauguration, nouveau projet.</p> <p>Participe à la vie locale à travers l'association des parents d'élèves.</p> <p>A participé au projet de création d'une maison de quartier, qui a abouti.</p> <p>Participe aux fêtes</p> | <p>Image négative du bureau cantonal de l'emploi.</p> <p>Image positive de l'offre à Vernier. Offre intéressante, prix abordables.</p> <p>Beaucoup de possibilités de faire du sport.</p> | <p>Jeux aquatiques à Vernier-village</p> |
| K | <p>Pas de connaissances, ni de pratiques. Aimerait seulement rencontrer qqn de la commune pour parler de sa recherche d'appartement</p> | | <p>Ne reçoit pas le journal</p> | <p>Pas d'image car ne connaît pas vraiment les offres</p> | <p>Attentes uniquement au niveau du logement.</p> <p>Veut aller voir qqn de la commune pour un logement plus grand</p> |

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| L | Maison de la Concorde (activités enfants) Ludothèque Bibliothèque Crèche | Concerts, grillades (Maison de la Concorde) Activités enfants dans le parc de Châtelaine en été | Site Internet, cherche surtout des informations sur le projet de construction de son quartier. Pubs boîte aux lettres Programme de la Maison de la Concorde Programme du beach-volley Connait le journal de Vernier | Apprécie les activités de quartier pour réunir les gens, surtout les ados un peu perdus (a un frère ado). Manque d'activités pour les petits. | Plus d'activités pour les petits (moins de 6 ans). Parc d'enfants, toboggan. Crèche, jardin d'enfants. Sécurité autour des parcs (barrières) |
| M | Bons famille Club de tennis Maison de quartier Bibliothèque | | Reçoit le journal et regarde la page des activités de la commune. Sentiment de ne pas être très bien informée. Informée par la belle-mère et affiches à l'école. Reçoit l'information après que l'événement soit passé. | Bonne image. « Aide un peu, mais s'ils veulent nous aider un peu plus... » Bien, tout ce qu'il faut. Les enfants de nos jours ont tout. Pas comme cela dans son pays d'origine | |
| N | Camps d'été pour enfants Educatrices Infirmière scolaire Aide ménagère + suppléance parentale dans le passé | Bons de respiration de la Croix-Rouge (3h30 par année) | Reçoit le journal, mais ne le lit pas toujours, le jette parfois directement | Sentiment très fort d'être incomprise par les services au niveau de ses besoins. Image négative des bons de respiration de la Croix-Rouge car très nettement insuffisant de son point de vue. | Soutien administratif (refoulée par le CAS) Assistance sociale : aurait besoin de soutien pour la garde d'enfants, l'administration, ses soucis médicaux. Buffet canadien dans le quartier |

| | | | | | |
|---|--|--------------------|--|---|-----------------|
| O | Bons famille Gymnastique enfants Piscine Ludothèque Crèche | Maison de quartier | Se renseigne directement à la Mairie. Reçoit les informations. A le sentiment d'être bien informée. | Aimerait participer plus, mais n'a pas le temps (le fils fait de la gymnastique de compétition avec entraînements quasi quotidiens). Beaucoup de choses à faire sur la commune | |
| P | Maison de quartier Piscine Assistance informatique Service de renseignements de la Mairie | Idem utilisation | Reçoit le journal et le lit. C'est sa source d'informations. C'est comme cela qu'il a appris que le conseiller du maire recevait les habitants de la commune le samedi matin. Un peu de bouche à oreille | Satisfait de l'assistance informatique. 1 ^{er} samedi du mois : accueil du conseiller du Maire : gentil, rien à redire | Nouvelle crèche |

Dans la même collection

Sociograph n°1, 2007, *Monitoring misanthropy and rightwing extremist attitudes in Switzerland, An explorative study*, Sandro Cattacin, Brigitta Gerber, Massimo Sardi et Robert Wegener.

Sociograph n°2, 2007, *Marché du sexe et violences à Genève*, Ági Földhàzi et Milena Chimienti.

Sociograph n°3, 2007, *Évaluation de la loi sur l'intégration des étrangers du Canton de Genève*, Sandro Cattacin, Milena Chimienti, Thomas Kessler, Minh-Son Nguyen et Isabelle Renschler.

Sociograph n°4, 2008, *La socio et après? Enquête sur les trajectoires professionnelles et de formation auprès des licencié-e-s en sociologie de l'Université de Genève entre 1995 et 2005*, Sous la direction de Stefano Losa et Mélanie Battistini. Avec Gaëlle Aeby, Miriam Odoni, Emilie Rosenstein, Sophie Touchais et Manon Wettstein.

Sociograph n°5a, 2009, *Marché du sexe en Suisse. Etat des connaissances, best practices et recommandations, Volet 1 – Revue de la littérature*, Géraldine Bugnon et Milena Chimienti avec la collaboration de Laure Chiquet.

Sociograph n°5b, 2009, *Der Sexmarkt in der Schweiz, Kenntnisstand, Best Practices und Empfehlungen, Teil 1 – Literaturübersicht*, Géraldine Bugnon et Milena Chimienti unter Mitarbeit von Laure Chiquet.

Sociograph n°6a, 2009, *Marché du sexe en Suisse. Etat des connaissances, best practices et recommandations, Volet 2 – Cadre légal*, Géraldine Bugnon, Milena Chimienti et Laure Chiquet.

Sociograph n°6b, 2009, *Der Sexmarkt in der Schweiz, Kenntnisstand, Best Practices und Empfehlungen, Teil 2 – Rechtsrahmen*, Géraldine Bugnon, Milena Chimienti et Laure Chiquet.

Sociograph n°7, 2009, *Marché du sexe en Suisse. Etat des connaissances, best practices et recommandations, Volet 3 – Mapping, contrôle et promotion de la santé dans le marché du sexe en Suisse*, Géraldine Bugnon, Milena Chimienti et Laure Chiquet avec la collaboration de Jakob Eberhard.

Sociograph n°8, 2009, «*Nous, on soigne rien sauf des machines*». *Le pouvoir insoupçonné des aides-soignants en Anesthésie*. Sous la direction de Mathilde Bourrier. Avec Aristoteles Aguilar, Mathilde Bourrier, Ekaterina Dimitrova, Solène Gouilhers, Marius Lachavanne, Mélinée Schindler et Marc Venturin.

Sociograph n°9, 2011, *The legacy of the theory of high reliability organizations: an ethnographic endeavor*. Mathilde Bourrier (Sociograph – Working Paper 6).

Sociograph n°10, 2011, *Unitarism, pluralism, radicalism ... and the rest ?* Connor Cradden (Sociograph – Working Paper 7).

Sociograph n°11, 2011, *Evaluation du projet-pilote Detention, Enjeux, instruments et impacts de l'intervention de la Croix-Rouge Suisse dans les centres de détention administrative*. Nathalie Kakpo, Laure Kaeser et Sandro Cattacin.

Sociograph n°12, 2011, *A nouveau la ville ? Un débat sur le retour de l'urbain*. Sous la direction de Sandro Cattacin et Agi Földhàzi.

Sociograph n°13, 2011, *Capital social et coparentage dans les familles recomposées et de première union*. Sous la direction de Eric Widmer et Nicolas Favre. Avec Gaëlle Aeby, Ivan De Carlo et Minh-Thuy Doan.

Sociograph n°14, 2012, *Les publics du Théâtre Forum Meyrin : Une étude à partir des données de billetterie*. Sami Coll, Luc Gauthier et André Ducret.

Sociograph n°15, 2013, *Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève*. Jenny Maggi, Dame Sarr, Eva Green, Oriane Sarrasin et Anna Ferro.

Sociograph n°16, 2014, *Institutions, acteurs et enjeux de la protection de l'adulte dans le canton de Genève*. Sous la direction de Mathilde Bourrier. Avec Alexandre Pillonel, Clara Barrelet, Eline De Gaspari, Maxime Felder, Nuné Nikoghosyan et Isabela Vieira Bertho.

Sociograph n°17, 2015, *Recensions 1983-2013*, André Ducret. Avant-propos de Jacques Coenen-Huther.

Sociograph n°18, 2015, *Un lieu pour penser l'addiction. Evaluation de l'Académie des Dépendances*, Anne Philibert et Sandro Cattacin.

Sociograph n°19, 2015, *Connivences et antagonismes. Enquête sociologique dans six rues de Genève*. Edité par Maxime Felder, Sandro Cattacin, Loïc Pignolo, Patricia Naegeli et Alessandro Monsutti. Avec Guillaume Chilier, Monica Devouassoud, Lilla Hadji Guer, Sinisa Hadziabdic, Félix Luginbuhl, Angela Montano, Sonia Perego, Loïc Pignolo, Loïc Riom, Florise Vaubien et Regula Zimmermann.

Sociograph n°20, 2015, *La catastrophe de Mattmark dans la presse. Analyse de la presse écrite*. Edité par Sandro Cattacin, Toni Ricciardi et Irina Radu. Avec Yasmine Ahamed, Lucie Cinardo, Caroline Deniel, Dan Orsholits, Steffanie Perez, Elena Rocco, Julien Ruey, Katleen Ryser, Cynthia Soares et Karen Viadest.

Sociograph n°21, 2015, *La catastrophe de Mattmark. Aspects sociologiques*. Edité par Sandro Cattacin, Toni Ricciardi et Irina Radu. Avec Yasmine Ahamed, Caroline Deniel, Dan Orsholits, Steffanie Perez, Elena Rocco, Julien Ruey, Katleen Ryser, Cynthia Soares et Karen Viadest.

Sociograph n°22 a, 2015, *Sind Drogen gefährlich? Gefährlichkeitsabschätzungen psychoaktiver Substanzen*. Domenig Dagmar und Sandro Cattacin.

Sociograph n°22 b, 2015, *Les drogues sont-elles dangereuses ? Estimations de la dangerosité des substances psychoactives*. Domenig Dagmar et Sandro Cattacin. Traduction de Erik Verkooyen.

Sociograph n°23, 2016, *Malleable Minds? Teasing Out the Causal Effect(s) of Union Membership on Job Attitudes and Political Outcomes*. Sinisa Hadziabdic.

Sociograph n°24, 2016, *Les familles de milieu populaire dans une commune genevoise. Intégration sociale et soutien à la parentalité*. Eric Widmer, Sabrina Roudit et Marie-Eve Zufferey.

Toutes les publications se trouvent en ligne sous :
www.unige.ch/sciences-societe/socio/sociograph

Les familles de milieu populaire résidant à Genève sont peu connues. Comment s'organisent-elles au quotidien? D'où viennent-elles et par quels parcours de vie passent-elles? Quelles représentations de l'enfant et quels projets à moyen ou long terme développent-elles? Leurs réseaux de parenté et leurs relations amicales, voire leurs relations de voisinage, sont-ils à même de compenser leur manque de ressources financières? Quel rôle voient-elles pour les services publics? Quel rapport développent-elles avec l'espace urbain? Ce rapport, issu d'un mandat, répond à ces questions sur la base des entretiens qualitatifs d'une quinzaine de parents de milieu populaire d'une commune genevoise. Il suggère quelques pistes de réflexion pour aider ces familles vulnérables.

Eric Widmer est professeur au Département de Sociologie de l'Université de Genève et membre du NCCR Lives « Surmonter la vulnérabilité: Perspective du parcours de vie ». Ses travaux portent sur les configurations familiales et les parcours de vie.

Sabrina Roduit est assistante à l'Institut de recherches sociologiques de l'Université de Genève. Son champ de recherche se situe au croisement du parcours de vie, des réseaux personnels et de la santé.

Marie-Eve Zufferey est adjointe scientifique à l'Institut de recherches sociologiques de l'Université de Genève. Elle collabore à l'Observatoire des familles à travers la coordination de différentes études et leur mise en application.